

AIACE VOX

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

Octobre 2019 • N° 114



Ursula von der Leyen,
first woman President
of the European Commission



ABOUT VOX 114

- *Editor's Page*

ÉDITORIAL

- *Le mot du Président*

EUROPEAN UNION

- *New President of the European Commission: Mrs Ursula von der Leyen*
- *Préserver la fonction publique européenne*
- *Tendances de l'opinion publique européenne*
- *Discover EU – Reisenprogramm*

ARTICLES

- *Realpolitik versus droits humains / 2*
- *The future of work – Beyond the Social Pillar*
- *What should the EU do to prevent social dumping of platform workers?*
- *Sprache un Sprachen: Aus meinen Kindheitserinnerungen*

AIACE Internationale

- *Assises Lisbonne: Le Help Desk sur le terrain*
- *Assises 2020*
- *Retour à Strasbourg, Chanson d'automne*
- *Staff Contact et EU Login*
- *AIACE – Assurances/Insurances : Adresses utiles*
- *What to do in case of an accident?*
- *AIACE Travel Assistance / AIACE Assistance Voyage*

Vie de l'AIACE

- *Deutsche-Österreichische AIACE Jahrestagung 2019*
- *Österreichische Sektion*
- *Section Belgique: La vie de la Section Belgique en pleine activité*
- *Sektion Danmark: Un succès diplomatique et un exemple de bonne volonté*
- *Section Espagne: Guide sur les aides à la dépendance*
- *Section France: le port de l'angoisse*
- *Section Finland: E-Tools used widely and wildly by Finnish AIACE members*
- *Section Luxembourg: cycle de six conférences culturelles avec un vif succès*
- *Netherlands Section*
- *Secção Portugal: Para a AIACE-PT não há férias*

We have read / Nous avons lu

- *Une Union européenne plus unie pour affronter les défis d'un monde moins sûr*
- *Gender equality index 2019*
- *Redefining Europe's economic sovereignty*
- *La Commission européenne 1986-2000*

Our readers write / Nos lecteurs écrivent

- *América first*
- *Ereignishorizonte*

In Memoriam

- *Hommage à Jacques René Rabier*
- *Ils nous ont quittés*

Si vous êtes pensionné(e) et que vous souhaitez adhérer à l'AIACE, avez l'obligeance de remplir le formulaire (page 65), ou sur le site web <http://bit.ly/2sW8zPk>, et de le renvoyer à l'adresse figurant au bas du formulaire.

If you are retired and wish to join the AIACE, please complete the form (page 65) - or on the web site <http://bit.ly/2sW8zPk> and return it to the address at the bottom of the form.

Editeur responsable : Joaquín Diaz Pardo

Rédacteur en Chef : Maruja Gutiérrez, marujagutierrezdiaz@gmail.com

Avec la collaboration du Secrétaire général Didier Hespel
didier.hespel@telenet.be

Design, impression et distribution: **OIB**

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne
N105 00/036 (avenue des Nerviens 105 – 1040 Bruxelles)
Tel: 02-295.29.60 - Email: aiace-int@ec.europa.eu
Numéro d'entreprise 0408999411
Internet: <http://www.aiace-europa.eu>
Tirage de «VOX»: 26.000 exemplaires

Secrétariat de rédaction

Fabrizio Gariazzo

Comité de rédaction

Jean-Guy Giraud

Erik Halskov

Egon C. Heinrich

Elisabeth Helander

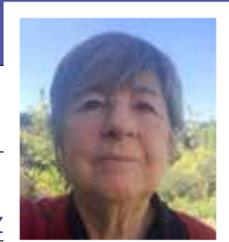
Didier Hespel

Belinda Pyke

Roger Vancampenhout

Heinz Zourek

About AIACE-VOX 114



BY MARUJA GUTIÉRREZ

Thanks to the active work of VOX editorial committee and of AIACE Secretariat, and to the unfailing support of OIB, VOX 114 is finally going to press with a set of articles I hope will be of interest to you, and with the Assises 2020 leaflet. Unfortunately, the delay in the constitution of the new Commission and in the closing of the Assises' programme has delayed publication beyond the expected dates.

Delays notwithstanding, the new European Commission stays a key news item, and we are happy to have on our cover a photo of the new President. A woman, for the first time ever, Mme Ursula von der Leyen. You will find a summary of her important speech at the opening of the plenary session of the European Parliament on July 16th, 2019, with links to its full text in other languages. This speech is a firm declaration of principles for the next five years, and we hope to cover in depth the new EC political agenda on forthcoming issues.

Already on this one you will find articles by Allan Larsson and Jean-Claude Piris (presented by Jean-Guy Giraud) discussing the challenges facing the EU, and proposing some orientations for the Commission. Also concerning the Commission there is a warm tribute to Jacques-René Rabier, who died last June 28th. Rabier, a close collaborator of Jean Monnet, was the creator of the information and communication services of the Commission.

As a part of this tribute, we have also included an article on the Eurobarometer, which he created, and which has proven along the years a first order tool for politicians and researchers, as well as an important source of information for European citizens at large.

Following a number of readers' requests, we are publishing in English the article on "Quoi faire en cas d'accident" published on VOX 113. It concerns only pensioners having insurance with Cigna, but as this means a large number of you, we thought it was reasonable to do so for once. Unfortunately, we cannot publish English and French versions of articles, not to mention on other largely spoken languages, but we will pay attention to providing whenever possible links to other language versions.

Contributions from national Sections are, as usual, dynamic and lively. We have two exceptionally long articles, by the Danish and the French sections. I think you will find them well worth their length. Our new section "We have read" was very well received, and it has now expanded to "Our readers write".

Let me close this page with a request for your contributions. We would particularly appreciate articles related to the EU political agenda, such as sustainable development, the digital agenda, or the social pillar. And, of course, your views and comments are most important and therefore most welcome. We are looking forward to reading you.

FACE AU NOUVEAU CYCLE INSTITUTIONNEL



JOAQUÍN DÍAZ PARDO

Le Parlement constitué en juillet de cette année-ci, sortant des dernières élections européennes, et la nouvelle Commission qui devrait être constituée formellement lorsque ce numéro de notre revue AIACE sera sous vos yeux, ouvrent, comme on le sait, un nouveau cycle institutionnel.

Nouveau cycle institutionnel qui se présente dans un contexte particulièrement complexe et délicat. En effet, il n'échappe à personne que nous faisons face, que l'Europe fait face, dans un monde ayant évolué si rapidement dans sa complexité, aux défis qui évoluent de manière aussi complexe qu'inquiétante.

On se souviendra de l'itinéraire qui a précédé le nouveau cycle institutionnel : suite à la réunion du Conseil à Sibiu en mai 2019, le sommet du 20 Juin avait adopté le programme stratégique devant présider l'action de l'UE pour 2019-2024. Ce programme, « l'Agenda des dirigeants » présenté par le Président Tusk, était axé sur de grandes lignes constituant les priorités qui devront orienter les travaux au cours de ladite période. « Protéger les citoyens et les libertés », « Développer notre base économique: le modèle européen pour l'avenir », « Construire un avenir plus vert, plus équitable et plus inclusif » et « Promouvoir les intérêts et les valeurs de l'Europe dans le monde », constituent les grandes lignes de ce programme.

D'un autre côté, le Nouveau Cadre Financier Pluriannuel fait l'objet d'échanges au Conseil, afin d'être adopté avant la fin de cette année-ci et accompagner la mise en œuvre de l'agenda de la nouvelle Commission.

La nouvelle Commission sera présidée - fait historique - par une femme. La Présidente Ursula Von der Leyen, à la tête de l'exécutif de la première puissance à caractère international du monde, devient *un leader global*. On ne peut que s'en réjouir.

Sous l'emblème « Une Europe plus ambitieuse », la Présidente élue a présenté au Parlement la nouvelle équipe de commissaires et ses orientations politiques autour de six priorités communes qui « nous unissent ».

L'agenda de la prochaine Commission sera certainement marqué par l'obligation de relever ces défis et, dans son rôle moteur, mettre en œuvre les actions qui comprennent ces grandes lignes et ces priorités. Cela rentre dans ses compétences dans le cadre de ses pouvoirs exécutifs. Comme nous le disions dans le rapport d'activités en vue des ASSISES de Lisbonne : « L'AIACE fait tellement partie de l'Europe, ça va sans dire, que rien ne peut nous être étranger en ce qui constitue son devenir ... ».

D'ailleurs, nous qui avons fait partie des Administrations, nous savons très bien qu'il s'agit de structures dont l'efficacité et la continuité sont dans leur nature. La Commission, avec qui nous gardons des rapports institutionnels privilégiés, intègre en son sein des services où le dialogue et la concertation peuvent s'exprimer. Cette année, permettez-moi de le rappeler, j'ai eu l'honneur de signer avec le Président Juncker une déclaration conjointe réaffirmant l'accord de partenariat avec la Commission. Notre participation active avec ses services en charge et nos réunions périodiques avec la Direction générale des Ressources Humaines et avec le PMO, ainsi que notre rôle actif dans les comités et groupes techniques, en témoignent.

Le Commissaire Oettinger, comme membre du Collège, ayant eu les responsabilités qui nous concernent directement en tant qu'association, nous laisse un bilan fort positif dans ces rapports. En effet, il a fait preuve de dialogue permanent, à l'écoute active de nos questions majeures, avec une remarquable transparence dans l'information, d'autant plus importante

lorsqu'un problème se présente – comme c'est le cas pour les effets du Brexit. On ne peut que l'en remercier très sincèrement.

Le nouveau Commissaire au portefeuille du Budget et de l'Administration, Johannes Hahn, que nous saluons chaleureusement et à qui nous souhaitons beaucoup de succès, sera « notre commissaire » à l'égard de l'ensemble des anciens et dans ce partenariat avec l'AIACE. Et on se réjouit notamment du fait – si je peux m'exprimer ainsi – qu'il connaisse bien la *maison* : deux mandats au sein de la Commission sont sans doute un atout. Notre volonté de coopération dans le dialogue et dans la concertation, qui fait partie de notre culture, sera toujours à la disposition du Commissaire Hahn et de ses services.

Un nouveau cycle institutionnel, un nouvel élan pour une « Europe de paix, d'unité et de valeurs », comme évoqué par la Présidente élue, invitent les anciens – ayant vécu tellement de crises et de réussites – à regarder vers un horizon où rien n'est acquis sans efforts accrus. La Fonction Publique Européenne, dont on a fait partie et à laquelle nous sommes étroitement attachés, soucieuse de garder sa nature unique, devrait continuer à jouer un rôle essentiel : nous, l'AIACE, nous soutenons ce nouveau cycle en faveur d'une Fonction Publique Européenne forte et à la hauteur de cette « Europe plus ambitieuse ». Comptez sur nous pour y contribuer.

LA MÉMOIRE PARTAGÉE À STRASBOURG

Interventions de Joaquin Díaz Pardo le 4 octobre 2019

AMBROISE PERRIN

Il fallait bien un jour se rencontrer. Les Anciens du Conseil de l'Europe, et ceux, nous, des Institutions européennes. « Strasbourg » et « Bruxelles-Luxembourg... ». Les deux associations portent le même nom, AIACE, et partagent les mêmes convictions de fraternité européenne. Notre président de l'Internationale, Joaquin Díaz Pardo, a eu ainsi dans des discours enflammés la « double joie » de se réjouir de cette première rencontre lors des célébrations du 70^{ème} anniversaire du Conseil de l'Europe.

Accueilli par René Guth, le délégué de la région Grand Est de l'AIACE-France, Joaquin Díaz Pardo est venu ce 4 octobre 2019 participer à la journée annuelle de convivialité des membres. Au moment de planter un chêne symbole de flamboyante longévité, il souligna cette occasion exceptionnelle de partager une mémoire commune et de réaffirmer un engagement, celui d'être fier d'appartenir à la fonction publique européenne. « Notre européisme fait valoir de fondamentales valeurs partagées dans le processus de la construction européenne. Cette architecture commune fait face à une situation complexe entourée d'incertitudes. Mais nous, nous avons d'énormes certitudes, un acquis

immense qui doit fructifier pour réaliser une Europe encore plus forte. »

Reçu avec la délégation AIACE Grand-Est à l'hôtel de ville de Strasbourg par la conseillère municipale Fernanda Gabriel-Hanning, « de nationalité portugaise, symbole vivant de la réalité de l'Europe », Joaquin Díaz Pardo rappela « que c'était ici que tout avait commencé en 1949, la réunion des ministres des affaires étrangères qui allaient lancer une formidable aventure institutionnelle, juridique et politique. Et nous y avons contribué, nous les Anciens Combattants de l'Europe. Soyons fiers d'avoir appartenu à la fonction publique européenne ! »



Un chêne pour célébrer la longévité de notre engagement européen commun, photo Ambroise Perrin

THE NEW PRESIDENT OF THE EUROPEAN COMMISSION IS, FOR THE FIRST TIME, A WOMAN: URSULA VON DER LEYEN



MARUJA GUTIÉRREZ



On 16th July 2019, Ursula von der Leyen (Germany) was elected President of the European Commission 2019-2023. It is the first time ever a woman holds the presidential office of the European Union. As she said in her opening statement to the European Parliament on 10.09.2019

“Mr President,

Honourable Members,

Exactly 40 years ago, Simone Veil was elected as the first female President of the European Parliament and set out her vision for a fairer and more united Europe.

It is thanks to her, and to all the other European icons, that I am presenting my vision of Europe to you today. And 40 years later, I can say with great pride that we finally have a female candidate for European Commission President.

I am that candidate thanks to all the men and women who have broken down barriers and defied convention. I am that candidate thanks to all the men and women who built a Europe of peace, a united Europe, a Europe of values.

It is this belief in Europe that has guided me throughout my life and my career — as a mother, as a doctor and as a politician.

It is the courage and daring of pioneers such as Simone Veil that are at the heart of my vision for Europe.

And it is my intention to lead the European Commission in that same spirit.”

Some of the main points of her speech¹, were:

“At the heart of our work is the need to address the changes in climate, technology and demography that are transforming our societies and way of life. Existing powers are going down new paths alone. New powers are emerging and consolidating. This has left a feeling of unease and anxiety in many communities across Europe. The EU must lead the transition to a healthy planet and a new digital world. But it can only do so by bringing people together and upgrading our unique social market economy to fit today’s new ambitions.

As we embark on this journey, we must make the most of all of our strengths, talent and potential. We must focus on equality and creating chances for all, whether for women or men, whether from East, West, South or North, whether young or old. We must defend our common values and uphold the rule of law. In the next 5 years all of

¹ https://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-19-4230_en.htm

² https://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-19-4230_fr.htm



the European institutions have to work together closely to allay fears and create opportunities.

This team will shape the European Way: we will take bold action against climate change, build our partnership with the United States, define our relations with a more self-assertive China and be a reliable neighbour, for example to Africa. This team will have to stand up for our values and world-class standards. I want a Commission that is led with determination, that is clearly focused on the issues at hand and that provides answers. I want it to be a well-balanced, agile and modern Commission. This team will now have to gain the Parliament's confidence. My Commission will be a geopolitical Commission committed to sustainable policies. And I want the European Union to be the guardian of multilateralism. Because we know that we are stronger by doing together what we cannot do alone."

She presented also a new structure for the College, tailored to its key objectives.

The new College will have eight Vice-Presidents, including the High-Representative of the Union for Foreign Policy and Security

Policy. The Vice-Presidents are responsible for the top priorities in the Political Guidelines. They will steer our work on the most important overarching issues, such as the European Green Deal, a Europe fit for the digital age, an economy that works for people, protecting our European way of life, a stronger Europe in the world and a new push for European democracy. The Commissioners are at the centre of the structure of the new College. They will manage the expertise provided by the Directorates-General.

Three Executive Vice-Presidents will have a double function. They will be both Vice-President responsible for one of three core topics of the President's agenda and Commissioners.

The first Executive Vice-President will coordinate the work on the European Green Deal. He will also manage climate action policy, supported by the Directorate-General for Climate Action.

"I want the European Green Deal to become Europe's hallmark. At the heart of it is our commitment to becoming the world's first cli-

mate-neutral continent. It is also a long-term economic imperative: those who act first and fastest will be the ones who grasp the opportunities from the ecological transition. I want Europe to be the front-runner. I want Europe to be the exporter of knowledge, technologies and best practice.”

The second Executive Vice-President will coordinate a whole agenda for a Europe fit for the digital age and also be the Commissioner for Competition, supported by the Directorate-General for Competition.

“Digitalisation has a huge impact on the way we live, work and communicate. In some fields, Europe has to catch up — like for business to consumers — while in others we are frontrunners — such as in business to business. We have to make our single market fit for the digital age, we need to make the most of artificial intelligence and big data, we have to improve on cybersecurity and we have to work hard for our technological sovereignty.”

A third Executive Vice-President will coordinate the work on an Economy that Works for People and be the Commissioner for financial services, supported by the Directorate-General for Financial Stability, Financial Services and Capital Markets Union.

“We have a unique social market economy. It is the source of our prosperity and social fairness. This is all the more important when we face a twin transition: climate and digital. A Commissioner will lead our work to bring together the social and the market in our economy.”

Some other important proposals from the President were:

A Conference on the Future of Europe, led by a Commissioner. President von der Leyen wants to preside over a College that is committed, that understands Europe and that listens to what Europeans want.

“We want to bring new impetus to Europe’s democracy. This is our joint responsibility. Democracy is more than voting in elections every 5 years. It is

about having your voice heard and being able to participate in the way society is built.”

This is why all members of the College will visit every Member State in the first half of their mandate. They should not only get to know the capitals, but also visit the regions in which the people of Europe live and work.

Just as Europe must become fit for the digital age, so must the Commission. College meetings will be paperless and digital.

The goal of the new Commission is to make life easier for people and businesses. When the Commission creates new laws and regulations, it will apply the ‘One-in, one-out’ principle to cut red tape.

“This will be a Commission that walks the talk. We have a structure that focuses on tasks not hierarchies. We need to be able to deliver on the issues that matter the most rapidly and with determination.”

Next steps

As a next step, the European Parliament has to give its consent to the entire College of Commissioners, including the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy/Vice-President of the European Commission.

At the time AIACE-VOX 114 is going to press, the hearings of the Commissioners-designate in the relevant Parliamentary committees, in line with Parliament’s Rules of Procedure, have not yet finished. Once the European Parliament has given its consent, the European Council formally appoints the European Commission, in line with Article 17(7) TEU.

Because of their importance, these appointments are well covered by national and international media. Our readers will also find complete information on the new Commission, its renewed structure and the responsibilities assigned to each of its members at the Commission’s website <https://ec.europa.eu>

PRÉSERVER LA FONCTION PUBLIQUE EUROPÉENNE



La Cour des Comptes de l'UE vient de publier un important rapport¹ sur les conséquences de la modification des conditions d'emploi des fonctionnaires européens intervenue en 2014 - et faisant suite à celle déjà effectuée en 2004².

PAR JEAN-GUY GIRAUD

Des mesures drastiques ...

Ces deux modifications avaient essentiellement un aspect négatif puisqu'elles visaient à réduire l'impact budgétaire des dépenses de personnel des Institutions en modifiant simultanément tout un ensemble de paramètres tels que les salaires, retraites, temps de travail, structure des carrières, ...

À titre d'exemple, les mesures prises comportaient :

- une réduction globale des effectifs des Institutions de 5% entre 2014 et 2019
- des «prélèvements de crises» successifs sur les traitements (de l'ordre de 1% par an) sur une dizaine d'années (s'ajoutant au barème de l'impôt),
- un gel des traitements et pensions pendant trois années (2011/2013)
- un relèvement de l'âge de la retraite de 63 à 66 ans (le plus élevé dans l'UE),
- une augmentation de la durée hebdomadaire de travail de 37,5 à 40 heures,
- un blocage des carrières notamment pour les grades les plus élevés.

Selon la Cour, ces réformes ont effectivement permis d'importantes économies budgétaires de l'ordre de 4,2 milliards d'euros sur la période 2014/2020 et beaucoup plus sur le long terme (de l'ordre de 30% sur 40 ans).

... et des conséquences préoccupantes ...

Mais la Cour met aussi en évidence les conséquences négatives de la réforme sur la fonction publique européenne dans son ensemble.

Ces conséquences - bien que moins quantifiables que les «économies» - sont préoccupantes (voir points 52 à 73 du rapport).

Elles peuvent ainsi être résumées :

- affaiblissement de la capacité d'action des DG du fait du blocage des recrutements, de la surcharge de travail et de l'accroissement des tâches,
- vieillissement de l'âge moyen du personnel qui atteint le niveau inhabituel de 48 ans - et, en conséquence réduction de son dynamisme et de sa créativité,
- baisse de motivation due au blocage des carrières (notamment pour les jeunes administrateurs),
- difficultés de recrutement externe de personnel statutaire qualifié du fait de la moindre attractivité relative de la fonction publique européenne,
- forte hausse du recours à du personnel externe non statutaire (sous contrat CDD) au risque de compromettre l'accumulation de l'expérience.

1. https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_15/SR_Staff_reform_FR.pdf

2. le rapport porte essentiellement sur la Commission mais concerne au même titre les autres Institutions

... pour la poursuite du projet européen lui-même

Au total, on constate que les réformes de 2004 et de 2014 ont conduit à un affaiblissement durable de la fonction publique européenne - c'est à dire en fait des Institutions elles-mêmes et par conséquent de leur capacité à conduire et faire progresser le projet européen.

On sait en effet tout ce que l'entreprise de construction européenne doit, depuis ses débuts, à l'existence d'un corps de fonctionnaires - particulièrement qualifiés, expérimentés et, surtout, engagés - qui assurent la «mémoire» cumulée des Institutions (comme l'écrivait Jean Monnet) et garantissent sa continuité.

Plus que dans les administrations nationales, ce corps a conscience de devoir protéger et faire évoluer un projet motivant par sa

nouveauté et sa spécificité - mais surtout par sa contribution au bien commun d'un ensemble de peuples dont l'unité et la solidarité déterminent le «destin partagé».

C'est pourquoi il convient de veiller à ce que des réformes successives ne compromettent pas le fonctionnement du «bras armé» du projet européen. Il est de la responsabilité collective des dirigeants *politiques* des Institutions (Ministres du Conseil, membres de la Commission, parlementaires européens) d'y veiller.

Pour l'essentiel, les réformes de 2014 ont été débattues et décidées dans le contexte de l'adoption du cadre budgétaire de 2014/2020. Il serait inopportun que les négociations en cours sur le prochain cadre pluriannuel de 2021/2027 viennent aggraver la situation de la fonction publique européenne.

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_15/SR_Staff_reform_EN.pdf

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_15/SR_Staff_reform_FR.pdf

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_15/SR_Staff_reform_DE.pdf

POUR CONTACTER LE SERVICE PENSIONS DU PMO 4

Dans l'optique de continuer à améliorer les services qu'elle offre, l'Unité Pensions du PMO (PMO4) a créé deux nouvelles boîtes e-mail fonctionnelles, qui remplacent les boîtes e-mail personnelles des gestionnaires:

PMO-PENSIONS@ec.europa.eu pour les pensions d'ancienneté/invalidité

PMO-SURVIE@ec.europa.eu pour les bénéficiaires d'une pension de survie/d'orphelin

De plus, depuis le 1er octobre 2018, PMO 4 met à la disposition des pensionnés un nouveau numéro de téléphone unique (+32(0)2-297 88 00) accessible les jours ouvrables du lundi au vendredi,

de 9.30 à 12.30. Ce service "Contact Pensions" répond aux questions des pensionnés sur leurs pensions.

Contact Pensions est également à la disposition des veuves/veufs et orphelins.

Le nouveau numéro et les boîtes e-mail fonctionnelles sont indiqués sur les bulletins de pension

TENDANCES DE L'OPINION PUBLIQUE EUROPEENNE

Depuis 1974, l'Eurobaromètre Standard est un sondage biannuel, effectué par la Commission européenne dans tous les Etats membres de l'Union et dans les pays officiellement candidats à l'adhésion, sur les attitudes et les opinions des citoyens à l'égard de la vie qu'ils mènent, à l'égard des institutions européennes et de ses politiques.

PAR ANNA MELICH

Il contient quelques questions posées depuis le départ et d'autres répétées pendant plusieurs années. Il est ainsi une source de renseignements comparatifs (un trésor selon les chercheurs) sociologiques, psychologiques, économiques et politiques, dans le temps et ponctuellement dans les pays d'Europe.

Par exemple : depuis 1991 et après 2008 les tendances moyennes de confiance dans l'UE ont baissé considérablement en moyenne. Mais, cette année, en 2019 l'on constate une augmentation significative de la confiance dans le «gouvernement de l'Union Européenne» (42%), dans la majorité de pays, par rapport à la confiance dans le «gouvernement national», toujours plus basse que la première (35%). La politique dont les européens souhaitent le plus que l'UE s'en occupe est celle de l'immigration. Le chômage est passé en deuxième position, à une bonne distance.

Tous les résultats de l'Eurobaromètre Standard, de 1974 à nos jours, ainsi que les résultats d'autres sondages thématiques ou par téléphone effectués

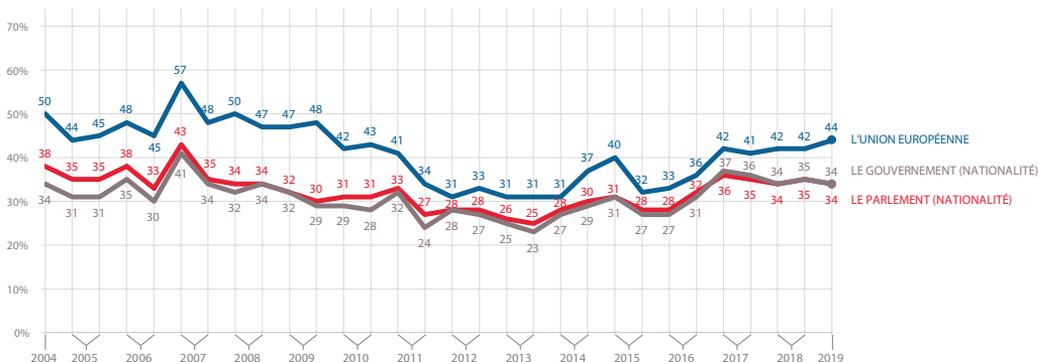
par la Commission européenne, se trouvent dans le site internet :

<https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/general/index/general/doChangeLocale/locale/FR/>

Before European elections, the European Parliament conducts a special survey on public opinion about the European Union. The last one, Spring 2019, shows continued support for it. Despite the challenges of the past years – such as the ongoing debate surrounding Brexit, the European sense of togetherness does not seem to have weakened.

68% of respondents across the EU27 believe that their countries have benefitted from being part of the EU. 27% are uncertain, and see the EU as “neither a good thing nor a bad thing” Support for European membership remains thus at a historically high level, back at its peak level as last recorded between the fall of the Berlin wall and the adoption of the Maastricht Treaty.

QA6a Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certains médias et certaines institutions. Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle. (% - UE - PLUTÔT CONFIANCE)



DISCOVER EU-REISEPROGRAMM SEHR BEGEHRT BEI JUGENDLICHEN



VON EGON C. HEINRICH

Discover EU ist ein von Jugendlichen initiiertes und vom Europäischen Parlament sehr rasch unterstütztes Reiseprogramm zugunsten 18jähriger Jugendlicher aus der EU. Es soll diesen ermöglichen, allein oder in Gruppen bis zu fünf Personen ein oder zwei andere EU-Länder zu besuchen. Die Reisedauer kann zwischen 1 und 30 Tagen betragen. Die für das Programm ausgewählten Jugendlichen erhalten von der EU-Kommission bzw. von deren Vertragspartnern einen Discover EU Travel Pass in Höhe von 260 Euro. Es besteht eine enge Zusammenarbeit mit dem von den europäischen Eisenbahnen schon seit langem speziell für Jugendliche ausgegebenen Inter-rail-Bahnticket.

Bei der Auswahl erhalten Jugendliche Vorrang, die aus einem sogenannten "benachteiligten Milieu" kommen. Die meisten von ihnen könnten sich eine solche Reise ohne die Unterstützung durch Discover EU nicht leisten. Die ausgewählten Jugendlichen erhalten technische Unterstützung und Beratung zu Themen wie nachhaltigem Reisen. Sie sollen zu Botschaftern für Discover EU werden. Konkret bedeutet dies, dass sie in den sozialen Medien über ihre Reise berichten oder Vorträge darüber in ihrer Schule halten sollen. Selbstverständlich können sie sich auch mit anderen TeilnehmernInnen von Discover EU über die modernen Medien austauschen.

Das Projekt wurde im Juni 2018 gestartet. Seither haben sich etwa 275 000 Jugendliche dafür beworben, rund 50 000 wurden für eine Förderung ausgewählt, also knapp 20 %. Die Kommission zahlt im allgemeinen nur die Bahnfahrt, bei Reisenden von oder zu Inseln oder weit entfernten Gebieten der EU gibt es Ausnahmen. Unterkunft, Verpflegung und Versicherungen werden vom Programm nicht übernommen.

Im Juni dieses Jahres wurde die Auswahl für die dritte Runde abgeschlossen. Dabei wurden 20 000 Jugendliche aus einer Bewerberzahl von 95 000 ausgewählt. Sie können ihre Reise zwischen dem 01. August 2019 und dem 31. Januar 2020 antreten. Die Kommission plant, das nächste Auswahlverfahren für weitere 20 000 Jugendliche noch vor Ende 2019 einzuleiten.

Kommission fordert 700 Millionen Euro für Discover EU

Das Europäische Parlament hat für Discover EU für die Jahre 2018 und 2019 insgesamt 28 Millionen Euro bewilligt. Für den nächsten langfristigen Finanzrahmen von 2021 bis 2027 hat die Kommission im Rahmen des Erasmus-Programms einen Betrag von 700 Millionen Euro für Discover EU beantragt. Mit dieser Summe könnten im Laufe der sieben Jahre 1,5 Millionen Jugendliche einen Discover EU Pass erhalten. Die ersten Erfahrungen zeigen, dass sich Discover EU sehr rasch zu einem bei den Jugendlichen sehr begehrten und für die EU sehr erfolgreichen Projekt entwickelt hat.

So konnte EU-Kommissar Tibor Navracsics im Juni dieses Jahres folgende Bilanz ziehen: „Diesen Monat wird Discover EU ein Jahr alt. Innerhalb dieses Jahres haben sich 275 000 Jugendliche um eine Teilnahme an Discover EU beworben und ungefähr 50 000 wurden ausgewählt. Ich bin stolz, dass immer mehr junge Menschen unsere facettenreiche Geschichte und Kultur erkunden, über Grenzen hinweg neue Freunde finden, selbständiger und selbstbewusster werden, Erlebnisse und Emotionen teilen und letztendlich mehr über sich selbst erfahren.“

REALPOLITIK VERSUS DROITS HUMAINS LE TSAR, LE SULTAN ... ET L'EUROPE (SUITE 1 ... D'UNE HISTOIRE SANS FIN ?)



PAR ROGER VANCAMPENHOUT

Un bref rappel

La situation des droits humains dans le monde s'est incontestablement détériorée. Telle est la conclusion de l'analyse faite par Amnesty International dans son rapport 2017-2018 – et par d'autres organisations qui scrutent l'évolution des démocraties – cité dans une chronique d'Alain Frachon dans *Le Monde*¹. Oserais-je dire que la plupart des pays de l'Union européenne échappent à cette constatation ? L'État de droit, les droits humains – les droits de l'homme et les droits des femmes – y sont généralement respectés. Alors que le Conseil de l'Europe, responsable de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Cour européenne des droits de l'homme, est une organisation spécifiquement dédiée aux droits humains, l'Union européenne promeut les droits humains, notamment par sa diplomatie, par le biais de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de son Agence des droits fondamentaux. En revanche, la réalité s'impose : au cours de ces dernières années, la situation en matière de droits humains ne s'est guère améliorée dans les deux pays membres du Conseil de l'Europe que sont la Fédération de Russie et la Turquie.

Le Tsar Poutine et les droits humains

Le numéro 113 de VOX était à peine sous presse que nous apprenions l'arrestation d'Ivan Golounov, journaliste d'investigation, interpellé à Moscou pour « trafic de drogues » et inculpé. Cette arrestation sentait à ce point le coup monté que le porte-parole du Kremlin, devant le tollé provoqué et les manifestations

de soutien au journaliste, dut faire marche arrière et fut contraint de reconnaître (LE SOIR du 11 juin dernier) que « ce cas concret fait naître quelques, ou plutôt beaucoup de questions » (sic). Qu'à cela ne tienne, histoire de ne pas perdre la face, la presse rapporte qu'après la libération du journaliste, le pouvoir a procédé à de nouvelles arrestations et poursuivi notamment Leonid Volkov, bras droit d'Alexeï Navalny². En bref, l'épisode Golounov offrait au Kremlin l'occasion de renforcer son arsenal répressif. Par ailleurs, depuis l'annexion de la Crimée en 2014, les relations entre la Russie et le Conseil de l'Europe n'ont cessé de se tendre au point qu'un divorce se profile. Dans une chronique du MONDE du 15 mai dernier, un ancien ambassadeur de France à Moscou exhorte les deux parties à trouver une solution à la crise : « Un « Ruxit » au Conseil de l'Europe serait lourd de conséquences », notamment pour les citoyens russes privés d'une voie de recours contre l'arbitraire du pouvoir. . . Par ailleurs, le Kremlin a tenté par des interventions musclées de la police de faire taire la contestation à Moscou : des candidats indépendants des partis soutenant le Tsar ont été récemment empêchés de concourir aux élections municipales. L'on a reparlé en juillet de l'opposant Alexeï Navalny, qui a dû être hospitalisé : une tentative d'empoisonnement ... ? Et comme si cela ne suffisait pas, nous apprenons que les enquêteurs internationaux ont nommé les responsables présumés de la tragédie du vol MH17 survenu le 17 juillet 2014, lorsque le Boeing de la Malaysia Airlines, qui assurait la liaison Amsterdam-Kuala Lumpur, fut abattu au-dessus de l'Ukraine en guerre tuant les 298 personnes à bord, dont

1. « Un temps de tyrans » par Alain Frachon - LE MONDE du 24 mai 2019

2. voir VOX n°113

198 Néerlandais. L'équipe internationale d'investigation a révélé l'identité de trois militaires russes et d'un ukrainien : quatre hauts gradés des séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine soupçonnés d'avoir transporté le missile utilisé pour détruire l'appareil et désormais visés par des mandats d'arrêt internationaux. Le parquet néerlandais a fixé l'ouverture du procès visant les quatre militaires incriminés au 9 mars 2020. Régulièrement pointées du doigt, les autorités russes rejettent toute responsabilité.

Entre-temps, «Realpolitik» oblige : avant le G7 de Biarritz, Vladimir Poutine, exclu du G8 après l'annexion de la Crimée, était reçu au fort de Brégançon par le président Macron...

En guise de conclusion

Je citerai encore Alain Frachon : «De 2005 à 2018, un peu partout dans le monde, droits politiques et libertés publiques ont décliné». Le chroniqueur du *Monde* cite à son tour Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, qui observe : «La balance entre régimes démocratiques et régimes autoritaires penche chaque jour un peu plus vers les seconds. (. . .) En ces temps de mondialisation avancée, ce qui change, c'est aussi le rapport à la tyrannie. Elle choque moins». On citera les exemples de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, de la Chine et de tant d'autres, dont l'Occident doit trop souvent s'accommoder au nom de la «Realpolitik».

L'Union européenne, qui a tardé à se mettre en ordre de bataille après les élections de mai dernier, sera-t-elle en capacité de freiner, au moins dans ses frontières et dans son voisinage, ces violations de la justice et ce déclin de l'État de droit?

SOUHAITEZ-VOUS CONTINUER À RECEVOIR LE VOX?

Le VOX est le magazine de l'AIACE Internationale et est envoyé par la poste à tous les pensionnés des institutions européennes. Il est également disponible en ligne sur le site web de l'AIACE Internationale: <https://aiace-europa.eu>, sous la rubrique 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

Si vous ne souhaitez plus recevoir le VOX en version papier, vous pouvez:

- envoyer un e-mail à la boîte fonctionnelle HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu et préciser votre nom, prénom et numéro de pension
- nous écrire à l'adresse ci-dessous: Commission européenne, DG Ressources humaines et sécurité, Rue de la Science no 11, bureau 02/001, 1049 – Bruxelles - Belgique en mentionnant votre nom, prénom et numéro de pension

THE FUTURE OF WORK – BEYOND THE SOCIAL PILLAR – WHAT ADVICE TO THE NEXT EU COMMISSION?



ALLAN LARSSON, FORMER DIRECTOR GENERAL, EUROPEAN COMMISSION
FORMER MINISTER OF FINANCE, SWEDEN

This article¹ addresses five questions:

Will there be jobs for all?

The next generation of digital working life

The two speed labour market

The growing inequalities

Advice for the new Commission

Will there be jobs for all?

Back in 1995, when I started working in DG Employment, there were deep concerns over growth and employment. In the public debate, there were two explanations for the weak performance of EU Member States: trade and technology.

Today, we know more about the interaction between tech-trade and employment. Here are some facts:

From 1995 to 2018 we lived through a period of disruptive digital developments, strong growth in global trade and investment, and a financial crisis. In spite of this, there are 35 million more people employed in EU28 today compared to 1995² - the highest employment rate ever in the EU

This is the net result - it includes a loss of more than 5 million jobs during and after the financial and currency crises.

15 million of the additional 35 million jobs were created during the last five years

The same trend applies globally – according to the ILO, employment has increased by

almost one billion over the 25 years from 1991³.

What conclusions can we draw for the future? Will a completely new wave of technologies – Internet of Things, AI, 5G, Block chain and Big Data – have a disruptive effect on total employment?

My view is that the same mechanism will work as it did in the past. In other words, productivity gains will translate into higher real wages and salaries and/or profits, which then will be translated into consumption and investment – and new jobs.

Whether or not we see continued employment growth is more a question of macroeconomic policies than digital technologies. The employment losses between 2008 and 2013 - 5 million jobs in EU28 - can be explained by mismanagement of the financial system and mistakes in macroeconomic policies, not by trade and technology.

The good employment performance during 2014-2018 can be seen as a function of more growth oriented policies – both monetary and fiscal policies - by the EU and the ECB and by Member States⁴.

The next generation of digital working life

Moving from the macro perspective to micro, how will work change and how will working people be affected?

1 The article is based on a speech given during the SecGen Away day in May 2019. The full speech is on Allan Larsson's web page <http://allanlarsson.se/the-future-of-work-beyond-the-social-pillar/>

2 http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ifsi_emp_a&lang=en

3 https://www.ilo.org/global/topics/future-of-work/publications/WCMS_591502/lang-en/index.htm

4 EU COM Future of Europe, Europe in May 2019 for the Sibiu Summit

Today, there is a wealth of research and policy reports including from the IMF, the ILO, the OECD⁵, the European Commission, the World Economic Forum, and ETUI⁶. I would particularly commend Michel Servoz and his team for their report “The future of work? Work of the future!”⁷

The message is clear: there will be fundamental and disruptive changes in the world of work as a consequence of new technologies, tougher competition and new business models, as we move further into the new digital world of work.

The Servoz report gives a very good overview of Artificial Intelligence and makes the issue of digital transformation concrete – pointing out, in a provocative way, how it will work in different professions. For example: do we still need taxi drivers when we use self-driving cars? Do we need security guards when AI-based cameras better can discover threats and suspects? Do we still need lawyers when AI can be used for the discovery process of a trial process?

I would highlight two conclusions from the Servoz report. The first is that there is a race between a few countries to lead on artificial intelligence – on top-class computer infrastructure, recruiting the best AI researchers and supporting superstar firms in the field of AI. This process is driven by nine big companies but none of them are European. Asia has invested three times as much as Europe, and North America five times as much, in research and innovation. The second is the recommendations on youth education and adult education to support individuals to reap the benefits of these new technologies.

The OECD⁸ has a similar message. It emphasises that those that can harness digitalization

stands to benefit hugely while others risk being left far behind.

The European Trade Union Institute draws the conclusion that technology is less likely to replace work than to move it elsewhere – not only up or down the value chain, but also among occupations and among employment statuses. What we need to worry about is, according to the ETUI, not a world without work, but a world where employment relations have withered away⁹.

The two speed labour market: will everyone fit in?

Now, let us put these two pictures together – on the one hand, employment-oriented macroeconomic policies, and on the other hand disruptive changes in the structure of jobs and the labour market.

I would like to explain the exiting mismatch by using my favorite image, “the two speed labour market”, a very simple explanation of complex interactions between supply and demand. As I see it, there are two sides to the labour market:

- On the one side, to the left, there is the economy, businesses, big and small enterprises, public organizations, entrepreneurs – a mix of organizations, employing some 240 million people¹⁰;
- On the other side, to the right, there is the labour force, 240 million employed - men and women, experienced workers and newcomers, skilled and unskilled, most of them in gainful employment, some of them entering the labour market, others in transition from one job to another. Then there are some 16 million unemployed, of which 6 million are long term unemployed¹¹.

5 OECD, Opportunities for all – a framework for policy action on inclusive growth

6 <https://www.etui.org/Publications2/Foresight-briefs/The-mirage-of-the-end-of-work>

7 <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/future-work-work-future>

8 https://www.oecd-ilibrary.org/education/oecd-skills-outlook-2019_df80bc12-en?utm_source=Adestra&utm_medium=email&utm_content=Read%20More&utm_campaign=OECD%20Forum%20%20%2B%20FoW%20Hub&utm_term=demo

9 <https://www.socialeurope.eu/click-here-for-the-brave-new-world-of-work>

10 http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=lfsl_emp_a&lang=en

11 http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=lfsl_ugan&lang=en

What do we know about the interaction between the economy and the labour force?

- We know that the pace of change in the economy is high. New jobs with new skills requirements will be created in the growing end of the economy (1) while existing jobs will be lost in the declining end of the economy (2).
- We also know that some of those losing their jobs will soon find a new job but many will not as their skills do not fit the new jobs (3)
- As too few are given a new start in the form of skills for the digital economy and existing skills does not match the changes in the economy, there will be bottlenecks in the growing end of the economy and so slower economic growth (4)

The background document to the European Pillar of Social Rights pointed out that only 10 per cent of those out of work were offered retraining or upskilling. Most jobseekers have to find a new job in the digital economy but lack the skills for this new world of work. The Servoz report confirms this two speed labour market: 90 per cent of jobs now require IT skills but 61 million people in the EU have insufficient basic skills. There are too few springboards inside enterprises and too few bridges back to work for those who have lost their jobs.

So it is not technology and globalisation in itself that is the threat. It is the lack of supporting policies that is causing social and economic damage. It is too early to celebrate the recent progress on employment and the lowering of unemployment.

Growing income inequalities

My fourth question addresses the elephant in the room: the growing inequalities over the last 30 years.

Income inequality decreased until the 1980s. Since then income inequalities increased, particularly in US, UK and Canada and other

Anglo-Saxon countries and to a lesser degree in Continental and Northern Europe.

This was a non-issue for many years. Growing inequality was a price to be paid for economic growth, according to the economic theories of the 1980s. It would pay off through a trickle-down process to those in need.

In recent years, this notion has been increasingly questioned, given that there has been a slowing down of productivity in parallel to growing inequality.

Views differ on the causes. The IMF notes that some researchers emphasise the impact of globalisation and new technologies, while others highlight policy choices, such as reductions in tax rates, and others the rent-seeking behaviour of executives¹².

During these 30 years of globalisation, structural reform and deregulation have been the foundation of all public policies. However, for such a policy process to work in terms of growth and a fair income distribution, it has to be supported by stronger policies for pre-distribution and re-distribution.

It has not. On the contrary, the structural reform process aimed to weaken labour market institutions and the balance between labour and capital. Or, to quote Paul Krugman, “there is a growing, though incomplete consensus among economists, that the key factor in wage stagnation has been workers’ declining bargaining power – a decline whose roots are ultimately political”¹³

Whatever the reason for growing inequality, it will remain one of the main challenges for public policymaking in many years to come. It will remain a challenge for social and economic policies – and for political cohesion. It will feed the public perception that “we are on the wrong path”, “we are left behind” and it will be exploited by forces which offer political solutions in the form of nationalism, protectionism and xenophobia.

¹² <http://www.imf.org/external/np/fad/inequality/>

¹³ The New York Times, March 14, 2019, Paul Krugman: “Don’t blame robots for low wages”

Today, the IMF, the World Bank, the OECD and the ILO all agree: growing inequality in health, education, opportunities and income is not only a social problem, it is an economic problem. Growing inequality is an obstacle to economic growth and social progress. The OECD has estimated that the rise in inequality over 20 years have knocked almost 5 points off cumulative economic growth¹⁴. That is equal to 2-3 years average GDP growth. And the IMF has concluded that, contrary to the wisdoms of the 1980s, redistribution generally is positive for economic growth¹⁵.

What advice for the new Commission?

The key challenges for the next five years are macro-economic policies, the climate crisis and the fight against inequalities.

- **the macroeconomic challenge.**

After five years of recovery, driven by the ECB's quantitative easing programme and an extreme interest rate policy, monetary policies are exhausted. Central banks have very little room for action when we face the next slowdown. This is a new situation compared to the macroeconomic situation when the present Stability and Growth Pact was designed. The Commission and the ECB will need to come up with new policies for these uncharted territories .

- **the climate crisis.**

I agree with Michel Barnier's recommendation that the new Commission should prepare a Sustainability Pact, in some respects as important as the Stability and Growth Pact is for public finances.

This pact would require concerted action on climate, trade, tax, agriculture and innovation as well as massive investment. He also argues that where there are costs in

terms of transition, these costs should not fall disproportionately on those least able to bear them.

There is a growing public demand, driven by a young generation, for much stronger political commitments than ever before. These young climate activists will be first-time voters in national elections over the next five years and they have built their opinion on science, which make their movement strong. They are not alone. – 34 Central Banks around the world have agreed that climate change is a threat to financial stability. That is a powerful message to governments, financial institutions and the next EU Commission.

- **combatting growing inequality.**

To take this discussion forward I would use the social scientist concept "the social contract" to frame the discussion. It is about relations between individuals and society, about rights and obligations.

The social contract in EU and its Member States is the result of hundred years of social dialogue, national and European law-making and global standard setting, in several different national traditions¹⁶.

It is based on a common understanding that labour is not a commodity¹⁷: labour is much more than a production factor. Labour as a collective entity is the main source of demand for goods and services, it is the main source of saving for investment, and it is the main financial basis of our welfare systems. From this follows that the labour market is different from markets for goods and services, and so there is a need for a different legal and social framework, different from the competition based concept of other markets.

The very basic element of the social contract is the handshake between a worker and an employer; without that handshake, no growing

14 OECD, Opportunities for all – a framework for policy action on inclusive growth

15 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf>

16 ILO Global Commission on the Future of Work, Work for a brighter future, 2019

17 <http://www.ilo.org/global/standards/introduction-to-international-labour-standards/the-benefits-of-international-labour-standards/lang--en/index.htm>

enterprises, no new jobs, no income, no sustainable growth, no prosperity. Everything rests on that handshake, confirming an agreement on what the worker has to do and what the employer has to pay. This is the social contract in its very basic form. To create a level playing field, these individual handshakes have been underpinned by collective agreements and by national, European and ILO legislation.

However, for many years, the social contract as we know it has been under pressure from two sides: from the digital transformation of the world of work and from growing imbalances between labour and capital as a result of public policies.

Over the last 30+ years Europe has played an important role in this battle between ideas and between economic and social forces. The big challenge for the next five years will be to strike a better balance between labour and capital.

This issue needs to be at the top of the agenda and the Commission has to focus on two things:

reforming the two speed labour market by offering more springboards to new skills and competencies and more bridges back to work giving a new direction to the digital transformation of the world of work by fostering a new balance between labour on the one hand and the new employers and the digital platforms, on the other hand.

The challenge to the EU institutions and to Member States that are lagging behind will be to rethink their policies of the past and to recognise social policies as a productive factor. Michel Barnier wrote that the best time to launch a Green EU Deal was years ago. The next-best time is now. The same goes for a new Economic and Social Deal to combat growing inequality.

DO YOU WANT TO CONTINUE RECEIVING THE PAPER VERSION OF VOX?

VOX is the magazine of AIACE's International section and is sent by post to all the retired staff of the European institutions. It is also available online on the website of AIACE International: <https://aiace-europa.eu>. under the heading 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

If you no longer wish to receive the paper version of VOX, you can:

- send an email to the functional mailbox HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu indicating your name, and your pension number – or
- write to the address:
European Commission,
DG Human Resources and Security,
Rue de la Science n° 11, office 02/001,
1049 – Brussels, Belgium
indicating your name and your pension number

WHAT SHOULD THE EU DO TO PREVENT SOCIAL DUMPING OF PLATFORM WORKERS?



The fact that only 4% of the most valuable start-up companies originated in the EU in 2015 has caused concern amongst European authorities and a quest for the emergence for more platform companies in the EU. At the same time, work done via online platforms has become notorious for the lack of social protection for workers.

PAR DR MAIJA MATTILA

Platforms facilitate supply and demand of workforce

The platform economy may be understood as computer-based systems or platforms that connect third parties. Airbnb and Uber are examples. Digital platforms are ICT systems on which users, service-providers and other parties connect to create added value.

In the world of work, platforms facilitate the supply and demand of a workforce. The third parties are clients (individuals or firms) and service-providers or workers. Within these very broad frames, there is a wide variety of platforms, ways of working, and business models.

Platform work can be on-demand work that is done either on-location or online. In both cases the platforms allocate tasks.

A survey in 14 Member States in 2017 estimated that 2.3 % of adults earned at least half of their income from platforms while 10% of adults had done some platform work at least once in their lives.

The overwhelming majority of platform workers do such work part-time to top up other income. At the same time, there are platform-dependent workers who earn the main part of their income via platforms. Their overall income is lower than average and their working conditions and social protection is lacking. For them, the promised flexibility does not materialise as they have to work continuously in order to make ends meet.

The problem of employment status

A key issue that affects both working conditions and social protection of platform workers is the question of employment status. Platform workers are quite often – although not always – made to work as “freelancers” or “partners”, that is as independent contractors. This freelance status might be justified in some circumstances, especially when genuine freelancers find job opportunities through platforms.

However, it seems that there are certain firms whose core business model is to split work into individual tasks and outsource these tasks to workers, irrespective of any monitoring or control of the work by the company. Put another way, work is done by independent contractors even if it could be done via a more traditional employment relationship.

Researcher Sacha Garben has noted that this means going back to the times when piecework was common: work is compensated at least partly based on the quantity of completed pieces of work, for instance the number of meals delivered, rather than based on hours and overall work performance.

Numerous court cases have been filed about the employment status of platform workers around the world, typically in taxi driving and the food courier business. Courts have occasionally ruled in favour of the platform companies, but more often in favour of platform workers.



In terms of social protection, independent contractors are significantly worse off than those who work as employees. They are not entitled to minimum wages, paid sick leave or paid holiday. They do not have access to wages negotiated through collective agreements.

Moreover, platform firms do not pay social insurance for these workers. In this way, the working model used by some platform firms might fundamentally affect the funding of public benefits and services.

Freelancing is nothing new, nor is the lack of social protection for freelancers. While bogus freelancing is not a new phenomenon, it looks like technological means can be used to reinforce it. As workers without an employment contract are less expensive for companies, there is a real danger that the model will spread if not regulated properly.

Rendering bogus freelancing illegal

The European Commission has proposed that employment status should be decided on

a case-by-case basis. This assessment would focus on the existence of management by the platform over the workers, on decisions related to working terms and conditions, including remuneration, and on the nature of the work done. More precisely, the 2016 European agenda for collaborative economy (COM(2016) 356) states that an employment relationship exists if (1) a platform decides the price of the service; (2) the platform sets other criteria for the service in addition to the price; and (3) the platform owns key assets used for providing the service.

The first two criteria seem clear-cut, but the third is rather circular. The fact that a bicycle courier owns the bicycle which s/he uses for delivering meals is hardly evidence of the free nature of work, but rather a sign of outsourcing risk and costs to the courier him or herself.

While the proposal by the European Commission might be inadequate, it is nonetheless necessary that the European Union sets criteria for an employment relationship. This would ensure a level playing field for all companies, ie platform services and traditional companies, within the EU and would clarify responsibility for who pays the social insurance costs.

Social protection for the self-employed

The problem of inadequate social protection extends to all freelancers, bogus or not, and freelancers working via platforms or otherwise. The social protection for the self-employed is ensured in the European Pillar of Social Rights. It is stated in Principle 12 that “[r]egardless of the type and duration of their employment relationship, workers, and, under comparable conditions, the self-employed, have the right to adequate social protection.”

This principle is further amplified in the Commission’s Proposal for a Council recommendation on access to social protection for workers and the self-employed (COM (2018) 132 final).

The proposal suggests that Member States should extend formal coverage on a mandatory basis for sickness, healthcare benefits, maternity/paternity leave, old age and invalidity to all workers, including the self-employed. Unemployment benefits should be ensured on a voluntary basis.

The proposal further highlights the importance of effective coverage and transferability of entitlements. It suggests that the implementation of the recommendation would be assessed as part of the European Semester process and the Open Method of Coordination for Social Inclusion and Social Protection.

The fact that access to social protection is furthered by just a Council recommendation rather than through EU legislation reveals the difficulty of strengthening the European Pillar of Social Rights. It is evident also in the statements given by Hungary, Slovakia and Bulgaria to the proposal, in which they stress the lack of EU competence and the importance of national circumstances.

From the perspective of workers' rights, nonetheless, it is important to establish an overall strong Pillar of Social Rights.

At the same time, and within the framework of the current European Social Pillar, an effective right to collective bargaining for freelancers should be introduced. The principle is already ensured in the ILO fundamental conventions. Bringing this principle into EU legislation, including competition legislation, would allow freelancers to negotiate their terms of work. This should not be regarded as an alternative to combatting bogus freelancing, but the two would complement each other.

Platform-specific problems

In addition to the above mentioned major, structural actions in regulating the European labour market, there are issues that are specific to working through platforms and require smaller but important actions.

Preventing bogus freelancing and ensuring the right to effective collective bargaining for freelancers would allow platform-specific issues to be dealt with collectively between platform companies and worker representatives. The EU could facilitate the process by gathering all stakeholders together and preparing legislation that would ensure minimum standards in these areas.

To summarise, employment status, preventing bogus freelancing, strengthening the European Pillar of Social Rights, ensuring effective right to collective bargaining for freelancers, and establishing minimum standards in legislation are the means to face the quickly evolving world of platform work in a socially just way, while at the same time ensuring a level playing field for all companies in the EU.



Editor's note

The need for social protection for platform economy workers is starting to be addressed in several countries. There have been three recent judgments at Spain (and another important one at California) declaring so-called "autonomous riders" as legally employed people. See another interesting article on legal issues of platform work on Social Europe

<https://www.socialeurope.eu/spain-a-lavant-garde-on-social-protection-for-platform-work>

SPRACHE UND SPRACHEN AUS MEINEN KINDHEITSERINNERUNGEN



PAR BARBARA HÖFELD

Die Nazis erfanden viele Wörter; sie prägten die Sprache auf eine Weise, der sich niemand entziehen konnte – und die noch bis heute nachwirkt, unter Anderem dadurch, dass es imGegenwartsdeutsch Wörter gibt, die verpönt oder gar verbotensind, weil sie an die Nazis erinnern.

Eins der Wörter, das in meinem Leben eine Rolle spielte, lautete „Kinderlandverschickung“. Sie werden entsetzt abwinken: schiere Bürokraten-sprache! Das fällt mir erst in diesem Moment auf, daich es niederschreibe. In meinen Ohren trägt dieses Wort gleichzeitig Schutz und Poesie in seinem Klang. Doch entwickelte sich das Poetische wohl erst in der Erinnerung.

„Kinderlandverschickung“ hieß eine Regelung, die für Kinder zwischen sechs und zehn Jahre galt. In den Großstädten begannen ungefähr 1941 die Bombenangriffe, auch wurden Lebensmittelkarten eingeführt, d.h. die Nahrungsmittel wurden rationiert. Um den Kindern eine Erholung von diesem Stress zu ermöglichen, und damit sie sich mal wieder richtig satt essen konnten, schickte man sie für drei Monate „aufs Land“.

Ich war fast sieben, als ich das erste Mal zu einem Kindertransport gebracht wurde. Meine Mutter begleitete mich bis zum Abteil, in dem ich reisen sollte (die Waggons bestanden damals aus Abteilen, die übrigens jedes ihre eigene Tür zum Bahnsteig besaßen). Es war ein langer Zug nur mit Kindern, gezogen von einer Dampflokomotive; wir fuhren nach Mähren, einer Provinz Tschechiens – was damals „Protectorat Böhmen und Mähren“ hieß. Wir brauchten dafür einen Tag und eine Nacht. Ich durfte im Gepäcknetz schlafen – nicht jeder traute sich da hinauf! Meine „Pflegefamilie“ waren Bauern, ich landete auf einem Bauernhof. Es lebten Kinder dort – die Eltern hatten sich wohl gedacht, eins mehr oder weniger, das spielt keine Rolle.

Doch ich war immer die letzte, die in die Badewanne stieg, die für alle Kinder nur einmal mit Wasser gefüllt wurde. Sonst erinnere ich mich nur an wenig aus diesen drei Monaten. Ich ging zur Schule, ich konnte schon lesen. Am Drehknopf des Radios war ein Zettel befestigt, auf dem gedruckt stand: „Wer Feindsender hört, wird mit Zuchthaus nicht unter 20 Jahren bestraft.“ Das buchstabierte ich immer wieder.

Sonntags ging ich mit der Familie in die Kirche, zur Messe, musste lernen, ebenso wie die anderen aufzustehen, mich niederzuknien und Amen zu sagen. Mein Lieblingsessen waren Pellkartoffeln, die mitten auf den großen Esstisch geschüttet wurden und zu denen es frische Milch gab, soviel man wollte. Man pellte sich die Kartoffeln und stipte sie ins Salz. In meinem Mund vermischte sich das alles drei zu einem Wohlgeschmack, den ich noch heute auf meiner Zunge wiederfinden kann. Ich sah der Bäuerin zu, wenn sie, auf dem Melkschemel hockend, die Kühe melkte.

Manchmal hielt sie stattdessen eine Gans zwischen ihren Knien fest, sperrte den Gänseschnabel mit einer Hand auf und füllte mit der anderen Hand löffelweise einen Brei in die Gans hinein. Dann strich sie mit fester Hand den Brei den Gänsehals hinunter, denn die Gans schluckte nicht von selbst. Heute weiß ich: die Bäuerin mästete eine Stopfgans.

Nach drei Monaten wurden wir wieder nachhause geschickt. Als ich meine Mutter begrüßte, reagierte sie unzufrieden: „Wie sprichst du denn?“ Sie verstand kein Wort. Ich sprach mährischen Dialekt. Das war mir bis dahin nicht bewusst gewesen. Innerhalb von drei Tagen fiel ich in mein heimatliches Idiom zurück und vergaß das Mährische vollständig.

Heute vermute ich, dass diese Erfahrung – zunächst nur unbewusst – mich für die Möglichkeiten anderer Sprachen sensibel gemacht hat.

ASSISES LISBONNE : LE HELP DESK DE L'AIACE INTERNATIONALE SUR LE TERRAIN, EN MARGE DES ASSISES *DU SUPPORT INFORMATIQUE SOUS LE SOLEIL PORTUGAIS !*

PAR MARTINE PLATTEAU-GUILLAUME ET MICHELINE BRUYNINCKX

Suite au succès remporté aux Assises de Valence en 2018, les bénévoles du Help Desk de l'AIACE internationale ont réitéré l'exercice en proposant une aide personnalisée aux participants de cet événement et en répondant aux diverses interrogations d'utilisateurs chevronnés ou débutants en informatique.

Comment accéder au point central My Remote qui regroupe toutes les applications de la Commission, une question sur le RCAM en ligne, une démonstration de la fonction Staff Contact nouvellement intégrée dans My IntraComm ou parcourir l'application SYSPER Pensions, tout a été montré et expliqué au rythme des participants.



Une curiosité pour Yammer after EC, le réseau social destiné uniquement aux anciens des institutions, une trouvaille utile sur le site internet de l'AIACE Internationale, un souci plus « pointu », tous les sujets pouvaient être abordés et ont été expliqués en fonction des besoins et du degré de connaissance ou de méconnaissance de chaque ancien. Bien sûr, pour les néophytes il a été impossible

d'approfondir tous les sujets, mais l'envie leur a été donnée, il leur faudra maintenant pratiquer ... et revenir !

Le PMO était également au rendez-vous, pour créer (ou réactiver) rapidement de nombreux accès sécurisés - appelés EU Login - le sésame indispensable pour accéder en toute sécurité aux diverses applications de la Commission. Le PMO a également répondu en bilatéral aux questions sur les dossiers personnels de certains participants des Assises.

Le succès fut au rendez-vous de ces rencontres individuelles ou regroupées car plus d'une centaine de personnes ont reçu un accès, une démonstration ou une réponse personnalisée à leurs questions.

Heureusement Martine et Micheline ont pu compter sur l'aide d'une bénévole du Help Desk de l'AIACE France (Grand Est), Eveline Lang, pour donner un coup de main lors des pics d'affluence !



Rendez-vous donc aux Assises 2020 à Loutraki (Grèce) pour renouveler l'expérience !

ASSISES 2020

Les Assises 2020 se tiendront à Loutraki en Grèce du 4 au 10 mai.

PAR DIDIER HESPEL, SECRETAIRE GENERAL



Comme cette année à Lisbonne, le programme prévoit, à côté de l'Assemblée générale et des traditionnels ateliers, deux demi-journées de conférences/débats avec des personnalités sur des sujets d'intérêt européen, vu le succès de la formule à Lisbonne. Bien évidemment les représentants des administrations seront présents pour informer les participants de tous les nouveaux développements. Notre helpdesk international sera présent également pour guider dans les arcanes des applications informatiques de la Commission. Une nouveauté : il y aura aussi un atelier sur les assurances vu les nombreuses questions posées par les membres récemment sur l'avenir des différentes assurances existantes ainsi que sur la nouvelle assurance « voyages ». Comme à Lisbonne, il y aura le choix entre des forfaits « tout compris » et une participation à la carte aux différents événements (moyennant des frais d'inscription visant à couvrir une participation aux frais d'organisation). Les excursions permettront de faire la connaissance de la région et notamment de ses magnifiques sites archéologiques.

Loutraki est une petite cité balnéaire située sur le Golfe de Corinthe, à 80 km d'Athènes, à proximité du Canal de Corinthe et connue depuis l'Antiquité pour les bienfaits de ses eaux thermales. Les réunions se tiendront dans un bel hôtel situé en bord de mer à proximité immédiate de la ville (deux catégories de chambres sont disponibles). Des repas facultatifs seront prévus afin de renforcer la convivialité pour les participants qui le sou-



AIACE 2020

Assises/Congress/Kongress

LOUTRAKI
Grèce/Greece/Griechenland

4-10.5.2020



www.aiace-europa-assises.eu

haitent. Grâce à l'appui du Maire de Corinthe, des transferts seront offerts depuis l'aéroport d'Athènes, qui est relié à la plupart des grandes villes européennes. En mai, la température moyenne est de 21°, l'ensoleillement est important, mais avec un léger risque d'averses passagères.

Venez nous rejoindre et rencontrer vos anciens collègues dans une ambiance détendue. Inscrivez-vous en ligne (<https://aiace-europa-assises.eu/>) ou sur papier (brochure jointe à ce numéro).



RETOUR À STRASBOURG, CHANSON D'AUTOMNE

Il pleut. Ce matin à Strasbourg les trams sont en retard. On se retrouve par petits groupes à la gare puis au Palais du Rhin. La journée de loisirs organisée pour les retraités du Grand Est sera une vraie journée de travail alternant réunions de présentation et visites guidées.

PAR AMBROISE PERRIN



Mais Strasbourg c'est d'abord un sac fourre-tout de la mémoire. On sent les regrettées semaines de session : «c'est ici que j'ai lancé l'harmonisation des permis de conduire ! - Non c'est moi, à la DG Transport». L'automne des chefs de service, le crépuscule des dieux.

Le secrétaire général de la Commission Centrale de la Navigation du Rhin (wagnérien) est un peu le descendant de Guillaume II. Bruno Georges est belge, il dirige «la grand-mère des institutions européennes» comme l'appelle René Guth, le délégué régional AIACE Grand Est. On lui donne du Président et il fait rire la cinquantaine de membres rassemblés sous la coupole du Deuxième Reich, construite en 1888.

L'Allemagne, la Belgique, la France, les Pays-Bas et la Suisse se sont donnés par ordre alphabétique la liberté de naviguer sans taxes le long de leur fleuve-frontière. Cela fait deux siècles et quatre années ! Aujourd'hui la CCNR nage avec bonheur dans des eaux plus ou moins polluées qui ont perdu le statut de frontière pour celui de «passerelle d'intenses collaborations réunissant les citoyens, les

matelots et les mariniers au sein des instances européennes». On se noie ensuite dans des questions-réponses portant sur les produits chimiques industriels, le cahier des charges de la centrale nucléaire de Fessenheim, une liaison Rhin-Seine, une éventuelle carte des plages et la délivrance d'un pavillon de navigation rhénan à l'*Aquarius* qui ne sauve plus de vies en Méditerranée faute de drapeau.

On file au musée Tomi Ungerer «l'Européen» et l'on remarque de suite qu'il manque une dent à l'artiste sur la photo de la bannière, à l'entrée de la villa Greiner. On se penche sur les dessins des Mellops, les dessins parfois cochons du dessinateur parti à 20 ans avec 25 \$ en poche conquérir New York, la capitale de la pig analyse freudienne. En 1980 Tomi Ungerer l'Alsacien allemand français se lance dans l'aventure européenne en publiant d'impertinentes compositions hautes en couleur dessinées pour célébrer le couple franco-allemand : le *New Yorker*, *Charlie Hebdo* et *Europolitan*, un gros livre férocement politique avec le journaliste de Daniel Riot.

La salle des dessins érotiques est interdite aux enfants; Michael Hocken de l'International remarque que les retraités de l'AIACE sont de grands enfants, et tous arrivent donc en retard sur la pelouse du Conseil de l'Europe.

Deux présidents y attendent pour planter majestueusement un chêne à qui l'on souhaite un règne «de mille ans», allégorie d'une Union européenne indestructible. Une solennité partagée par les deux associations de retraités, celle du Conseil de l'Europe et



la nôtre des Institutions européennes, qui se sont dotées du même acronyme AIACE ; c'est une première rencontre, cette cérémonie, soulignent le néerlandais Hans de Jonge et l'espagnol Joaquín Díaz Pardo.

Les membres des deux associations ont la même ambition, poursuivre un engagement européen le jour de la retraite venu : «rester au service de la liberté !». Ils sont non loin d'un autre arbre planté sur la pelouse du Conseil de l'Europe, un cèdre du Liban en hommage aux journalistes otages de 1985 à 1988 : «vive la liberté de la presse !».

Le Salon Bleu ravive des souvenirs de repas de travail lors des plénières, et, la tarte aux quetsches locales expédiée (arrosée de Riesling et de Pinot noir) nous voici à la Bibliothèque nationale universitaire pour un passionnant exposé sur la Neustadt, cette extension de Strasbourg construite par les Allemands après 1870, l'Alsace Moselle ayant été cédée à l'Empire.

Remembrances : en 1871 des alsaciens choisissent de quitter leur ville annexée pour conserver la nationalité française. On les appelle des «optants». En 1918, l'Allemagne rend l'Alsace à la France qui met en place une politique d'épuration contre des alsaciens décrétés insuffisamment francophiles. On les appelle des «expulsés».

Un siècle plus tard, le 9 juillet 2017, les bijoux strasbourgeois de l'architecture et de l'urbanisme impérial allemands sont inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco à la plus grande fierté des habitants. Fiers aussi main-

tenant des 10.000 étudiants étrangers venant de 150 pays qui fréquentent leur université, le Palais U, qui avait été inauguré par l'Empereur Guillaume I^{er} de Prusse en 1884.

Dernière étape, derniers discours à l'hôtel de ville place Broglie. Rayon de soleil ! Avant le kouglof de l'amitié et des adieux « provisoires » la conseillère Maria Fernanda Gabriel-Hanning évoque au nom du maire les liens de ferveur qui unissent les fonctionnaires européens et les habitants de l'Eurométropole : «de façon très concrète unissons nos forces pour combattre l'extrême droite anti européenne et préparons-nous à la catastrophe du Brexit».

Nos deux présidents vont conclure. «L'International» Joaquín Díaz Pardo insiste : «nous sommes des anciens combattants pour qui l'Europe reste une formidable aventure». Le président «Grand Est» René Guth irradie d'une bonhomie nitescence, car la journée a été parfaite ! : «Merci à tous, je me souviens des jours anciens, chanson d'automne, et non, au cours de cette sortie annuelle strasbourgeoise, pas de langueur monotone !». De la capitale européenne René rappelle qu'il est prêt pour tous les optimismes.



STAFF CONTACT ET EU LOGIN

Comme indiqué dans les diverses communications du PMO envoyées à tous les pensionnés, PMO Contact a été intégré dans l'application existante « My IntraComm », est dénommée désormais « Staff Contact » et s'identifie par un logo représentant une enveloppe comme ceci :



Cliquez sur le lien « Contactez-nous » et vous pourrez poser votre question au PMO. Pour y accéder il faut impérativement disposer d'un compte EU Login.

La communication n'a visiblement pas été assez claire, car un certain nombre de pensionnés ont cru qu'ils devaient créer un compte EU Login, même s'ils en avaient déjà un.

SI VOUS AVEZ DÉJÀ UN COMPTE EU LOGIN, IL NE FAUT SURTOUT PAS EN CRÉER UN NOUVEAU, au risque de bloquer le compte déjà actif.

Un compte EU Login existant permet d'accéder à toutes les applications informatiques, y compris Staff Contact.

Si vous ne disposez pas encore d'un compte EU Login, il est vivement conseillé d'en créer un, car il vous donnera accès à toutes les applications informatiques, y compris Staff Contact.

À la recherche d'informations ?

- Allez sur My IntraComm et choisissez le sujet ; une fois dans la page, si vous ne trouvez pas la réponse, il y a une case à droite intitulée « Staff Contact » ; il suffit de cliquer sur « Contactez-nous » et un formulaire s'ouvre à l'écran où vous pouvez poser votre question.

ET/OU

- Regardez la page de notre site internet : <https://aiace-europa.eu/staff-contact/>

SECRÉTARIAT DE L'AIACE INTERNATIONALE



Secrétariat de l'AIACE internationale:

Anne-Pascale Descamps et Fabrizio Gariazzo

De 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h

N105 00/036

(avenue des Nerviens 105 – 1040 Bruxelles)

Tél. : + 32(0)2-295.29.60

Email: aiace-int@ec.europa.eu



ASSURANCES / INSURANCES : ADRESSES UTILES

AIACE

Useful Websites - Sites Web utiles

FR

<http://aiace-europa.eu/assurances/>

EN

<http://aiace-europa.eu/insurances/?lang=en>

DE

<http://aiace-europa.eu/versicherung/?lang=de>

CIGNA

Useful websites – Sites Web utiles

FR

<https://www.eurprivileges.com/fr/accident>

FR

<https://www.eurprivileges.com/fr/hospitalisation-former-staff-members>

EN

<https://www.eurprivileges.com/accident>

EN:

<https://www.eurprivileges.com/hospitalisation-former-staff-members>

Comment contacter CIGNA? / How to contact CIGNA?

Pour toute question concernant le contrat d'assurance "Hospitalisation" / For all questions concerning the « Hospitalisation » insurance contract

Contactez le service « Eurprivileges » /
Contact department « Eurprivileges » :

E-mail : info@eurprivileges.com

Ou adresse postale / Or mailing address :
Cigna – Service Eurprivileges (OO4) –
B.P. 69 B-2140 Antwerpen

Pour déclarer un accident et pour toute question concernant un dossier d'accident ouvert / To declare an accident and for all questions concerning a still open « accident » file.

E-mail : benefits@cigna.com

(merci de mentionner la référence / please mention reference): **AIACE – INTC/XXXX-XXX – NM/OO4**

Ou adresse postale / or mailing address
Cigna – Service « Non-Medical Benefits » (NM/OO4) – B.P. 69 – B-2140 Antwerpen

Pour demander le remboursement de frais d'hospitalisation / To request reimbursement of Hospitalisation costs :

claims082@eurprivileges.com



WHAT TO DO IN CASE OF AN ACCIDENT?

Answering readers' requests, we are exceptionally publishing again this article (published in French in VOX 113) in English. We cannot publish several versions of articles, but we try to make available all interesting information in several languages on our website www.aiace-europa.eu

PAR WILLY HOEBECK

AIACE – ASSURANCES POLICE CIGNA N° 719.757.143 JUIN 2019

Declare the accident

Contractually you must inform CIGNA of the accident within 15 days. To do so, send CIGNA the declaration with details of the accident and its circumstances and a medical certificate completed and signed by your Doctor (see contact details below).

If you are unable to send a written declaration within the 15 day requirement you may phone or email CIGNA and subsequently send the forms as soon as it becomes possible.

Evaluation of your declaration

CIGNA's 'médecin-conseil' will study the declaration and medical certificate and decide whether to accept.

Medical expenses related to your accident

If your declaration is accepted by CIGNA's 'médecin-conseil' you can submit claims for medical expenses as follows:

you send the original invoices to JSIS, keeping copies for yourself;

you submit claims to JSIS to get an initial reimbursement of around 80-85%;

once you receive the statement of paid expenses from JSIS send it and a copy of the original invoices to CIGNA, preferably by email or post (see below);

CIGNA will reimburse the amount of the invoices not paid by JSIS.

Note that JSIS will cover medical expenses arising from an accident, but not at 100% as was the case when you were working. Also note that if JSIS does not first cover your expenses (albeit partially) then CIGNA will not intervene, as this accidents insurance is a complementary insurance only.

Follow-up and state of your injuries

To keep your file open and up-to-date, CIGNA will ask you twice a year to send a medical report detailing your current condition.

Contact with CIGNA

For all matters relating to accidents, contact:

Telephone - +32 3 217 6307 or +32 3 293 1212

e-mail – benefits@cigna.com
(please put the reference 'AIACE-NM' in the subject line).

Post - CIGNA

Non-medical team – N5
Plantin en Moretuslei 299
2140 Antwerpen, Belgium





AIACE TRAVEL ASSISTANCE

PAR WILLY HOEBEECK

AIACE has negotiated with Cigna and insurance company “AXA ASSISTANCE” a contract called “AIACE Travel Assistance”. You will find full details about it on our web site www.aiace-europa.eu

This contract is available to AIACE members who can, if they so wish, subscribe to it individually. In the limited space reserved for this article, only a few features of this contract can be mentioned. In order to have a complete overview of the contract and before signing up, it is therefore imperative to be aware of the «General terms and conditions» which make up the contract’s rules and regulation.

These «General terms and conditions» are published on the Cigna website [<https://www.eurprivileges.com/accident>] along with other useful information and a link to the subscription form on the AXA ASSISTANCE website.

So here are, in summary, some guarantees proposed by this assistance contract.

FORMULAS – PREMIUMS

The contract proposes two separate formulas called «Reference» and «Excellence.» The difference between the two formulas lies mainly in the level of guaranteed capital in the event of an incident. For example, in the event of a medical incident of the insured person abroad, the extension of the stay of the relatives accompanying the insured person is reimbursed up to € 75 (Reference) or € 125 (Excellence) per night/per room.

For each of the two formulas, the guarantees offered come in four options: a «basic option» (comprising assistance to people (“personal assistance”) and travel cancellation), a «vehicle assistance» option, a «travel acci-

dent» option and a «luggage» option.

It should also be noted that this assistance is guaranteed to AIACE members residing in one of the EU countries, in Switzerland, in Serbia and in Monaco. Only the «vehicle assistance» option is an exception to this rule and is available only to policyholders residing in one of the Benelux countries.

Annual premiums are declined by formula and age group at the time of subscription; they are different depending on whether it is an individual subscription, that of a couple or for a family.

For couples and families the age taken into account when calculating premiums is only that of the main policyholder. The premium applicable for the whole duration of the contract is also that of the underwriter at the time of the first subscription. This premium does not increase with the age of the policyholder.

Subscription is only possible up to the age of 85. However, for existing contracts, coverage can extend beyond 85 years and it is therefore possible to remain covered without age limit, insofar as the annual premium is paid.

Just to quote one example, for a couple who have taken out the basic option (personal assistance and travel cancellation) and whose policyholder at the time of underwriting is 72 years old, the annual premium is € 156.

VEHICLE ASSISTANCE LIMITED TO BENELUX RESIDENTS

The «Vehicle assistance» option is limited to members living in one of the three Benelux countries, but the coverage is worldwide. This means that an insured member living in

one of these three countries who encounters a car breakdown in another country will be effectively covered.

This territorial limitation to Benelux should be nuanced. Let's take the case of an insured person resident in Germany who therefore cannot subscribe to the «Vehicle assistance» option. But if this insured person drives to Poland, is the victim of a serious accident there and is hospitalized, the “personal assistance” basic guarantee will apply and he will be covered and repatriated. If the occupants of the vehicle are also insured/beneficiaries and are injured, they will also be repatriated. If they are not insured/beneficiaries, or if they are not injured, they will not be repatriated.

ASSISTANCE IN CASE OF HOSPITALIZATION

Among other guarantees, hospitalization assistance includes, in the country of residence: personal services (transportation to hospital, home services during hospitalization (childcare, housekeeper for 5 days), and, in the event of death, transport of the mortal remains).

Abroad: medical expenses and a return trip for a family member if the insured is hospitalized and was travelling alone; in the event of death the cost of coffins and the repatriation of the remains, including a round trip of a loved one accompanying them

TRAVEL ASSISTANCE

This guarantee includes, for example, assistance in the event of theft or loss of identity documents, travel documents, credit cards and the facilitation of return travel (search

for speedy return opportunities and possible supply of tickets).

It also includes reimbursement of costs following cancellation or interruption of a trip as a result of death, accident or serious illness of the insured person (or a close relative) occurring after registration or reservation. The maximum amount reimbursed will depend on the formula chosen at subscription.

LUGGAGE INSURANCE

In case of theft, damage, destruction or non-delivery, luggage can be insured up to € 3.000.

TICKET CANCELLATION

In the «Excellence» formula, the granted «Ticket Cancellation» guarantee is part of the “basic option” and could, if necessary, apply to the registration fee for a conference such as our «Assises» for example. The maximum amount that can be reimbursed is € 1.000.

LEGAL ASSISTANCE / HOME ASSISTANCE

The «Home assistance» guarantee includes, for example, the sending of a locksmith.

“Legal assistance” includes the coverage of legal fees and the advance of a surety in the event of legal problems during a trip abroad.

MEDICAL QUESTIONNAIRE

The signing of an insurance contract by one of our members is not subject to filling out a medical questionnaire.



AIACE ASSISTANCE VOYAGE

L'AIACE a négocié avec Cigna et la compagnie « AXA ASSISTANCE » un contrat d'assurance dénommé « AIACE Assistance Voyage ». Les conditions complètes de cette assurance sont disponibles en trois langues sur notre site web www.aiace-europa.eu

PAR WILLY HOEBECK

Ce contrat est mis à disposition des membres de l'AIACE qui peuvent, s'ils le désirent, y souscrire de manière individuelle. Dans l'espace limitée de cet article, seules quelques caractéristiques de ce contrat pourront être évoquées. Pour disposer d'un aperçu complet du contrat et avant de souscrire, il est donc impératif de prendre connaissance des « Conditions Générales » qui en constituent le règlement.

Ces « Conditions Générales » sont reprises sur le site approprié de Cigna [<https://www.eurprivileges.com/fr/accident>] accompagnées d'autres informations utiles et d'un lien vers le formulaire de souscription sur le site d'AXA ASSISTANCE.

Voici donc, en résumé, quelques garanties proposées par ce contrat d'assistance.

FORMULES - PRIMES

Le contrat propose deux formules distinctes dénommées « Référence » et « Excellence ». La différence entre les deux formules réside surtout au niveau des capitaux garantis en cas d'incident. Ainsi, par exemple, en cas d'incident médical de l'assuré à l'étranger, la prolongation du séjour des proches accompagnant l'assuré est remboursée à hauteur de 75 € (Référence) ou de 125 € (Excellence) par nuit/par chambre.

Pour chacune des deux formules, les garanties offertes se déclinent en quatre options : une « option de base » (assistance aux personnes et annulation voyage), une option « assistance véhicule », une option « accident de voyage » et une option « bagages ».

Il est encore à noter que cette assistance est garantie aux membres de l'AIACE résidant dans l'un des pays de l'UE, en Suisse, en Serbie ou à Monaco. Seule l'option « assistance véhicule » fait exception à cette règle et n'est disponible qu'aux assurés résidant dans l'un des pays du Benelux.

Les primes annuelles sont déclinées par formule et par catégorie d'âge au moment de la souscription ; elles sont différentes selon qu'il s'agisse d'une souscription individuelle, de celle d'un couple ou pour une famille.

Pour les couples et les familles l'âge pris en compte pour le calcul des primes est toujours celui du souscripteur principal. La prime applicable pendant toute la durée du contrat est également celle du souscripteur au moment de la première souscription. Cette prime n'augmente pas avec l'âge du souscripteur.

La souscription est possible jusqu'à l'âge de 85 ans. Ensuite il n'y a plus de possibilité de souscrire mais pour les contrats en cours, la couverture peut s'étendre au-delà de 85 ans, sans limite d'âge, pourvu que la prime annuelle est payée.

A titre d'exemple, la prime annuelle pour un couple ayant souscrit l'option de base (assistance aux personnes et annulation voyage) et dont le preneur d'assurance au moment de la souscription est âgé de 72 ans, est de € 156.

ASSISTANCE VEHICULE LIMITEE AUX RESIDENTS DU BENELUX

L'option « assistance véhicule » est limitée aux seuls membres vivant dans l'un des trois

pays du Benelux, mais il a lieu de nuancer : un membre assuré vivant dans un de ces trois pays et qui tombe en panne de voiture dans un pays tiers sera bien couvert. En d'autres termes : une fois acquise, la couverture est mondiale.

Il y a lieu toutefois de nuancer cette limitation territoriale « Benelux ». Prenons le cas d'un assuré résidant en Allemagne et qui ne peut donc pas souscrire à l'option « assistance véhicule ». Si cet assuré se rend en voiture en Pologne, y est victime d'un accident grave et y est hospitalisé la garantie assistance aux personnes jouera et il sera donc couvert et rapatrié. Si les occupants du véhicule sont également assurés / bénéficiaires et qu'ils sont blessés, ils seront également rapatriés. S'ils ne sont pas assurés, ou s'ils ne sont pas blessés, ils ne seront pas rapatriés.

ASSISTANCE EN CAS D'HOSPITALISATION

Parmi d'autres garanties, l'assistance en cas d'hospitalisation comprend, dans le pays de résidence : services à la personne (transport à l'hôpital, services à domicile pendant l'hospitalisation (garde des enfants, aide-ménagère pendant 5 jours)), et, en cas de décès, transport de la dépouille mortelle).

A l'étranger : prise en charge des frais médicaux et d'un aller/retour pour un membre de la famille si l'assuré est hospitalisé et qu'il voyageait seul ; en cas de décès les frais de cercueil et le rapatriement de la dépouille, ainsi qu'un voyage aller-retour d'un proche afin d'accompagner la dépouille.

ASSISTANCE VOYAGE

Cette garantie comprend par exemple l'assistance en cas de vol ou perte des pièces d'identité, de documents de voyage, des titres de transport, de cartes de crédit ainsi que la

facilitation du voyage retour (recherche de possibilités de retour rapide et fourniture éventuelle de billets).

Aussi le remboursement des frais à la suite de l'annulation et de l'interruption d'un voyage pour cause de décès, d'un accident ou d'une maladie grave de l'assuré (ou d'un proche parent) survenu après l'enregistrement ou la réservation. Le montant maximal remboursé dépendra de la formule choisie lors de la souscription.

ASSURANCE BAGAGES

En cas de vol, dommages, destruction ou non-délivrance, les bagages peuvent être assurés jusqu'à concurrence de 3.000 €.

ANNULATION DE TICKET

Dans la formule « Excellence » la garantie « Annulation de ticket » prévue relève de l'option de base et pourrait le cas échéant s'appliquer aux frais d'inscription d'un congrès comme nos « Assises » par exemple. Le montant maximum pouvant faire l'objet de ce remboursement est de 1.000 €.

ASSISTANCE JURIDIQUE / ASSISTANCE HABITATION

La garantie « Assistance habitation » comprend par exemple l'envoi d'un serrurier.

L'assistance juridique comprend la couverture des frais d'avocats et l'avance d'une caution en cas de problèmes juridiques lors d'un voyage à l'étranger.

QUESTIONNAIRE MEDICAL

La signature d'un contrat d'assurance par un de nos membres n'est pas subordonnée à un questionnaire médical.

SEKTIONEN DEUTSCHLAND UND ÖSTERREICH

Deutsch-Österreichische AIACE Jahrestagung 2019

VON JÖRG DOUTLIK UND HENDRIK FEHR

Die Jahrestagung der österreichischen und deutschen AIACE-Sektionen fand vom 26. bis 28. August in Wien, der kürzlich vom Economist erklärten „lebenswertesten Stadt der Welt“, statt. Tagungsstätte war das Parkhotel „Schönbrunn“ gegenüber dem historischen Schloss im edlen XIII. Bezirk Wiens.

Am ersten Tag wurde ein interessantes Stadtführungsprogramm für verschiedene thematische Gruppen mit dem Bus als Rundfahrt und für Fußgänger als Rundgang in der Innenstadt und ein gemeinsames Mittagessen im traditionellen „Augustiner-Keller“ angeboten. Der Abend klang mit einem festlichen Empfang beim Bürgermeister im Rathaus aus.

Nach den obligatorischen Jahresmitgliederversammlungen der beiden Vereine am zweiten Tag folgte eine gemeinsame Veranstaltung mit dem Team unserer Krankenkasse in Luxemburg.

Am Nachmittag gab es Vorträge mit zwei Referenten: Herr Falkowski zur Thematik „Multilateralismus“ und Frau Ringle über Ideen und künftige neue Aspekte der EU-Politik. Interessant war hier das Auftreten zweier unterschiedlicher Generationen: der erfahrene und langjährige ehemalige Kollege aus der EU Kommission und die junge, in EU-Fragen sehr engagierte Politikberaterin.

Zum Abschluss wurde eine gemeinsame Spende beider AIACE-Sektionen an eine Wiener Schule übergeben, die in eindrucksvoller Weise ihre Schüler in pro-europäische Projekte (z.B. Simulation der EU Institutionen) einbindet.

Für die über 160 Teilnehmer*innen dieser Tagung waren am dritten Tag Führungen im Kunsthistorischen Museum“ vorgesehen.



Zum Abschluss der Jahrestagung genossen alle einen fröhlichen Abend in einem traditionellen „Heurigen“ im Vorort Nussdorf.

Dank der guten Zusammenarbeit der beiden Vorstände und dank der kundigen Kollegen*innen am Tagungsort verlief diese Tagung reibungslos, erhielt viele positive Rückmeldungen und war zudem drei Tage lang von bestem Wetter begleitet. Dass die Präsidenten beider Vereinigungen sowie die Vize-Präsidentin der deutschen Sektion einen Teil ihrer beruflichen Tätigkeit in der Donaustadt verbracht hatten, mag einen zusätzlichen Anreiz gegeben haben, diese erfolgreiche Veranstaltung dort durchzuführen.

Allen Teilnehmer*innen, und insbesondere denen, die an der Vorbereitung und Durchführung mitgewirkt haben, sei ganz herzlich gedankt.

ÖSTERREICHISCHE SEKTION

VON JÖRG DOUTLIK



Das überragende Ereignis des Jahres – wohl unserer gesamten bisherigen Geschichte – war die heurige Generalversammlung, die wir gemeinsam mit unserer Schwestersektion Deutschland vom 25. bis 29. August in Wien abgehalten haben. Den Ablauf und die Höhepunkte dieses Ereignisses haben Hendrik Fehr und ich in einem eigenen Beitrag beschrieben. Die vielen schönen Rückmeldungen und Dankesworte haben uns natürlich sehr gefreut und die Mühen der Vorbereitung eines derartigen Großereignisses schnell vergessen lassen.



Das Ergebnis der Wahlen zum Europaparlament und die Bestellung von Ursula von der Leyen zur neuen Kommissionspräsidentin sowie ihre Ankündigungen über die Prioritäten der von ihr geführten Kommission haben vielfach Anlass zu positiven Kommentaren und Hoffnungen gegeben. Bei Erscheinen dieses Heftes wird die neue Kommission wohl bereits im Amt sein und auch Österreich wird wieder eine neue Regierung haben. Bis dahin ist auf beiden Ebenen noch mit viel Bewegung und Überraschungen zu rechnen.

Unmittelbar nach unserer Generalversammlung hatten wir zwei Veranstaltungen organisiert, die regen Zuspruch erhalten hatten. Unser Neumitglied, der ehemalige EU-Botschafter in China, Dietmar Schweisgut, gab in einer voll besetzten Veranstaltung im EU-Haus einen Einblick in die Entwicklung

Chinas zur Weltmacht innerhalb weniger Jahre und die schrittweise weiterentwickelte Antwort Europas darauf. Besonders betonte er die Notwendigkeit, dass die EU mit einer Stimme auftritt, weil sie nur so mit Gewicht auftreten kann. Die Moderation des Abends lag in den bewährten Händen unserer Hilde Lorenz.

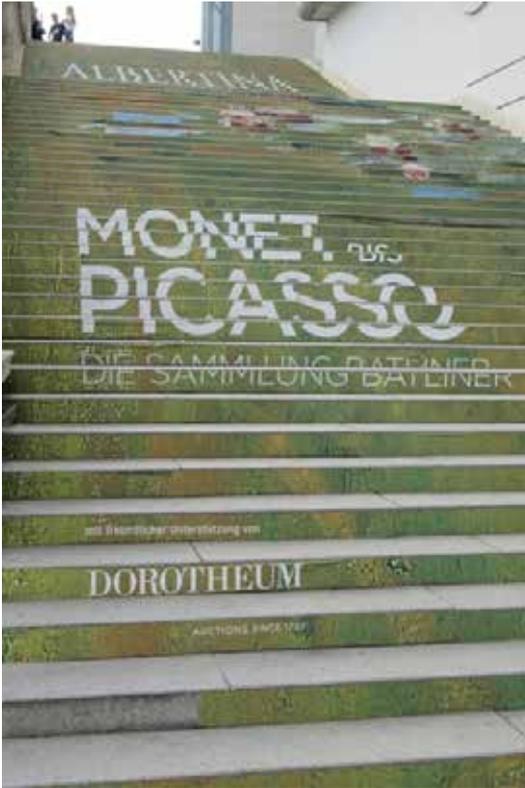


Bei schönem, herbstlichem Wetter hatten wir tags darauf den Nationalpark Donauauen besucht. Dieser Nationalpark erstreckt sich beidseits der Donau vom Wiener Stadtgebiet Richtung slowakische Grenze und umfasst den ca. 30 km langen ungestauten Bereich der Donau unterhalb von Wien. Zur Erinnerung: Vor 35 Jahren hatte der erfolgreiche Protest in der Hainburger Au gegen das dort geplante Wasserkraftwerk stattgefunden. Zuerst schipperten wir mit einer nachgebauten Tschaike, dem traditionellen Donaukahn der vorindustriellen Zeit die Donau entlang und erhielten Erklärungen eines Rangers über die Bemühungen, die Donau und ihre umliegenden Auen wieder zu renaturieren und die Auswirkungen der Stauhaltungen im Oberlauf. Bei einem anschließenden „Spaziergang“ durch die Au lernten wir viel über Pflanzen, Bäume und Getier im Park. Nach diesen Anstrengungen

schmeckten die Karpfen auf serbische Art im Uferhaus des Nationalparks besonders gut!

Wir haben inzwischen die stattliche Zahl von 91 Mitgliedern erreicht. Unsere Aufmerksamkeit in den nächsten Monaten wird besonders den bereits begonnenen Bemühungen um

eine Reduktion überhöhter Spitals- und Arztrechnungen gelten. Wir benötigen dafür aber unbedingt die Unterstützung durch unsere Kollegen in PMO. In einer Besprechung am Rande unserer Generalversammlung mit Vertretern von PMO haben wir dieses Anliegen auch ausführlich besprochen.



SECTION BELGIQUE



*LA VIE DE LA SECTION BELGIQUE EN PLEINE ACTIVITÉ
DANS LA PERSPECTIVE DES PROCHAINES ÉLECTIONS
EN MARS 2020*

PAR RAFFAELLA LONGONI

Données chiffrées

Sur la base de l'évolution actuelle des inscriptions, le nombre des adhérents à ce jour est de 4880. Les membres couvrent 26 nationalités et proviennent de toutes les institutions, tous les organes et toutes les agences de l'UE. Les membres ne disposant pas d'un accès à internet sont actuellement 710 contre 731 il y a une année.

Communication

Le CA maintient son approche pragmatique et limite les envois papier aux membres ne disposant pas de courriel. Seules exceptions resteront l'Écrin et la brochure « Entraide sociale », envoyés à tous sur support papier.

Secteur social

Ce domaine reste le pilier de notre activité. La section compte à ce jour 38 bénévoles sociaux qui s'occupent de 108 cas personnels.

Le « **Groupe de parole** » créé en début d'année pour les membres ayant perdu leur compagnon/compagne de vie, et souhaitant partager cette expérience difficile avec d'autres veufs et veuves, a réuni 30 participants en 5 séances depuis janvier. Cette initiative s'est révélée tout à fait positive et sera poursuivie autant que possible.

Activités culturelles et de loisirs

Le programme pour fin 2019 porte sur 2 excursions, respectivement à Metz/Nancy et à Namur tandis que pour 2020 le programme comporte, en ordre chronologique, une visite à Amsterdam dans le cadre de l'année Rembrandt, des voyages à Chypre, en Irlande, en Islande et à Malte. Notre traditionnelle croisière se déroulera fin juillet-début août de Berlin à Amsterdam. Deux projets de conférence sont lancés avec M. Louis Michel (situation politique de la Belgique et perspectives UE) et l'historien M. Cannuyer (Proche-Orient, historique et perspectives).

Le 15 décembre 2019 aura lieu notre déjeuner de fin d'année à «The Hotel».

Site Web et aide informatique

Le nouveau site Web est opérationnel et fait en ce moment l'objet d'une révision exhaustive. Il relate nos activités, ainsi que les événements que nous signalent nos membres ou d'autres associations « amies » (Femmes d'Europe, l'Atelier Théâtral des institutions européennes etc..).

Accès aux immeubles

La section a réitéré auprès de la DG HR son intérêt pour un accès aux immeubles BE, LOI 130, LOI 86 et Orban. Des dysfonctionnements continuent à se vérifier, même pour l'accès à notre siège au G1.

RCAM – Antenne PMO 3 dans nos bureaux.

L'accord de service conclu entre la section et le PMO3 opérationnel depuis mai 2018 pour aider directement les anciens en difficulté, continue à porter ses fruits. 91 dossiers ont été traités de janvier à octobre au cours de neuf séances. Depuis la rentrée, la présence d'un responsable de l'unité PMO3 dans nos locaux à G1 a suivi une cadence d'une matinée chaque trois semaines. A la lumière de l'expérience acquise après la phase de lancement, la section considère ce service du PMO 3 comme très valable et entend le conserver à l'avenir.

Préparation des élections en 2020.

Le mandat de l'actuel CA se termine en mars 2020. La feuille de route et la logistique pour les prochaines élections ont été approuvées par le CA du 17 septembre 2019. Les opérations seront lancées sous peu.

Conclusion

Notre prochaine Assemblée Générale se tiendra le 2 mars 2020. Un nouveau CA sera élu et aura de nombreux défis à relever.

Entre-temps, la CA et tous les bénévoles continueront à mettre tout en œuvre pour maintenir et améliorer le niveau de nos services et assurer de manière optimale le passage du témoin en 2020.

SEKTION DANMARK

LA RÉUNIFICATION DU SLESVIG DU NORD AU ROYAUME DE DANEMARK

UN SUCCÈS DIPLOMATIQUE ET UN EXEMPLE DE BONNE VOLONTÉ

Texte établi à l'occasion du centenaire en 2020 de la Réunification de Sønderjylland au Danemark par Sven MOGENSEN, président honoraire de l'AIACE section Danemark, ancien vice-président de l'AIACE internationale



PAR SVEN MOGENSEN

Une défaite militaire catastrophique fut le résultat d'une guerre, que le Danemark avait provoquée en 1864 contre la Prusse et l'Empire austro-hongrois, deux puissances européennes agissant comme défenseurs de la Confédération germanique (Der deutsche Bund).

Par sa nouvelle constitution de 1863 le Danemark voulait y inclure le duché de Slesvig, dont le roi du Danemark était duc et souverain. Or, le duché était aussi membre de la Confédération germanique, et les germanophones du duché de Slesvig protestèrent contre cette "annexion" danoise. La décision du parlement danois fut néfaste pour le pays, puisqu'elle déclencha un conflit armé contre la Prusse et l'Empire des Habsbourg avec le résultat que le Danemark, lors de la Conférence de Paix à Vienne en 1864, perdit presque 40 % de l'Etat danois unitaire, comprenant les trois duchés de Slesvig, Holstein et Lauenbourg, tous membres de la Confédération germanique. Le Danemark fut dès lors réduit à un tout petit pays, risquant de disparaître entièrement de la carte géographique, lorsque les duchés furent cédés à un condominium prussien-autrichien. Cet état des choses fut changé déjà deux ans plus tard, lorsque la Prusse déclara la guerre à l'Autriche après une dispute sur les compétences respectives dans les duchés et sur leurs rôles politiques dans la Confédération germanique. En 1866, par la paix de Prague, la Prusse mit fin à la traditionnelle suprématie autrichienne dans les affaires germaniques, en incluant les trois duchés dans son territoire.

Cinquante-cinq ans plus tard, en 1919, le Traité de Versailles mit fin à un conflit mondial où le Danemark avait réussi à garder et à faire respecter sa neutralité par les belligérants. Parmi les vainqueurs, qui rédigèrent les conditions de paix imposées à l'Allemagne, fut le président des Etats-Unis, Woodrow WILSON, qui voulut introduire en Europe d'après-guerre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le résultat fut le démantèlement total de l'Empire austro-hongrois ainsi qu'une nouvelle définition du territoire de l'Allemagne. Suite aux négociations politiques avec les pays vainqueurs, il fut possible pour le Danemark, qui ne figurait pas parmi les pays vainqueurs, d'or-





ganiser en 1920 un référendum dans la partie septentrionale du duché de Slesvig qui avait une population majoritaire de danophones. Le résultat du plébiscite fut que les villes de Haderslev, Aabenraa, Sønderborg et Tønder, avec une majorité de germanophones, redevinrent danoises. Ces quatre villes étaient historiquement non seulement des centres commerciaux où l'allemand était dominant comme lingua franca, mais depuis 1864, elles furent aussi des centres administratifs régionaux avec des fonctionnaires prussiens germanophones. Avec une participation de 91% des électeurs, la distribution des votes dans la zone de vote était à 75% en faveur Une défaite militaire catastrophique fut le résultat d'une guerre, que le Danemark avait provoquée en 1864 contre la Prusse et l'Empire austro-hongrois,



deux puissances européennes agissant comme défenseurs de la Confédération germanique (Der deutsche Bund).

Par sa nouvelle constitution de 1863 le Danemark voulait y inclure le duché de Slesvig, dont le roi du Danemark était duc et souverain. Or, le duché était aussi membre de la Confédération germanique, et les germanophones du duché de Slesvig protestèrent contre cette "annexion" danoise. La décision du parlement danois fut néfaste pour le pays, puisqu'elle déclencha un conflit armé contre la Prusse et l'Empire des Habsbourg avec le résultat que le Danemark, lors de la Conférence de Paix à Vienne en 1864, perdit presque 40 % de l'Etat danois unitaire, comprenant les trois duchés de Slesvig, Holstein et Lauenbourg, tous membres de la Confédération germanique. Le Danemark fut dès lors réduit à un tout petit pays, risquant de disparaître entièrement de la carte géographique, lorsque les duchés furent cédés à un condominium prussien-autrichien. Cet état des choses fut changé déjà deux ans plus tard, lorsque la Prusse déclara la guerre à l'Autriche après une dispute sur les compétences respectives dans les duchés et sur leurs rôles politiques dans la Confédération germanique. En 1866, par la paix de Prague, la Prusse mit fin à la traditionnelle suprématie autrichienne dans les affaires germaniques, en incluant les trois duchés dans son territoire.

Cinquante-cinq ans plus tard, en 1919, le Traité de Versailles mit fin à un conflit mondial où le Danemark avait réussi à garder et à faire respecter sa neutralité par les belligérants. Parmi les vainqueurs, qui rédigèrent les conditions de paix imposées à l'Allemagne, fut le président des Etats-Unis, Woodrow WILSON, qui voulut introduire en Europe d'après-guerre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le résultat fut le démantèlement total de l'Empire austro-hongrois ainsi qu'une nouvelle définition du territoire de l'Allemagne. Suite aux négociations politiques avec les pays vainqueurs, il fut possible pour le Danemark, qui ne figurait pas parmi les pays vainqueurs, d'organiser en 1920 un référendum dans la partie septentrionale du duché de Slesvig qui avait

une population majoritaire de danophones. Le résultat du plébiscite fut que les villes de Haderslev, Aabenraa, Sønderborg et Tønder, avec une majorité de germanophones, redevinrent danoises. Ces quatre villes étaient historiquement non seulement des centres commerciaux où l'allemand était dominant comme lingua franca, mais depuis 1864, elles furent aussi des centres administratifs régionaux avec des fonctionnaires prussiens germanophones. Avec une participation de 91% des électeurs, la distribution des votes dans la zone de vote était à 75% en faveur d'une réunification avec le royaume, et 25 % pour maintenir le statu quo.

Le 10 juillet 1920, le roi Christian X, salué par les acclamations d'enthousiasme des danophones, traversa à cheval l'ancienne frontière, et l'administration danoise s'installa dans le Slesvig du Nord, en danois: Sønderjylland (le Jutland du Sud).

Les années entre les deux guerres mondiales étaient marquées par des tensions vives de caractère politique entre les deux populations de Sønderjylland. L'occupation du Danemark par les forces allemandes en 1940 nourrissait l'espoir de la minorité germanophone que l'occupant allait régler la frontière vers le nord. Ce ne fut pas le cas.

En 1945, après la défaite allemande dans la deuxième guerre mondiale, un mouvement nationaliste danois était en faveur d'annexer le duché de Slesvig tout entier au Danemark. Or, le gouvernement décida heureusement d'y renoncer et de garder la frontière de 1920 et de faire respecter le statu quo.

Après quatre années d'occupation par les forces alliées, qui avaient divisé l'Allemagne en quatre zones d'occupation, l'Allemagne occidentale retrouva son indépendance en mai 1949. Les trois puissances occidentales d'occupation créèrent par la Loi fondamentale (das Grundgesetz), la nouvelle République fédérale d'Allemagne, la RFA. A peine cinq mois plus tard, en octobre 1949, l'Union soviétique proclama l'indépendance de la zone d'occupation soviétique sous le nom de la République démocratique allemande, la RDA.



La guerre froide entre l'Union soviétique et le monde libre pris son début peu après la fin des hostilités et la reddition inconditionnelle allemande. Très vite l'occupant soviétique établit une ligne de démarcation entre les zones des puissances occidentales de l'Allemagne et la zone soviétique d'occupation. Déjà en 1947, elle fut fortifiée par du fer barbelé qui divisa l'Europe de la Mer Baltique à la Méditerranée. La création d'un rideau de fer, tranchant non seulement les deux Allemagnes mais aussi l'Europe occidentale de l'Europe orientale, avait

pour but d'empêcher le libre passage de l'Est vers l'Ouest. L'intensification de cette séparation manu militari fut notamment visuelle à Berlin, ville également divisée en secteurs parmi les quatre puissances occupantes, par la construction du Mur de Berlin qui eut lieu plus tard en août 1961.

Les tensions politiques provoquées par l'Union soviétique dans le monde entier firent que les Occidentaux créèrent en 1949 l'OTAN, une organisation de défense collective pour protéger l'Europe de l'Ouest contre la menace militaire soviétique. Suite à l'intensification des actions de déstabilisation politiques en Europe menées par l'URSS, les Puissances occidentales décidèrent d'inclure l'Allemagne fédérale dans la défense collective de l'Europe. En mai 1955, le chancelier Konrad ADENAUER signa le Traité de l'Atlantique nord. Or, l'élargissement de l'Alliance prévoit dans son article 10 un accord unanime de ses membres.



H.C. HANSEN, le premier-ministre danois, qui fut aussi ministre des Affaires étrangères, représenta le Danemark lors de la signature de l'élargissement en 1955. Il réussit par cette occasion à sauvegarder les droits de la minorité danophone en Slesvig du Sud par "les Déclarations Bonn-Copenhague sur les droits des minorités dans les zones frontières dano-allemandes", datées le 29 mars 1955.

Deux sujets figuraient sur l'agenda du ministre danois:

- le premier était que le système électoral allemand fixe un plancher électoral à 5 % des suffrages exprimés. Le nombre de votants danophones en Slesvig était inférieur à ce plancher pour permettre à la minorité une représentation au parlement local, le Landtag à Kiel. Avec une référence à la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme adoptée en 1950, et notamment à son article 14, qui prévoit entre autre que la jouissance des droits doit être assurée sans distinction aucune, fondée sur l'appartenance à une minorité nationale, le premier ministre danois convainquit le chancelier allemand de faire pression sur le Land Schleswig-Holstein de permettre aux danophones une représentation proportionnelle.

Le nombre des membres de la minorité danophone en Slesvig (Det danske mindretal i Sydslesvig) constitue en 2019 environ 50.000 personnes. Il s'agit de citoyens allemands danophiles, représentés par le parti politique Sydslesvigsk Vælgerforening (la Ligue électorale de Slesvig méridional). Lors des dernières élections au parlement en 2017 le parti obtint une représentation de trois membres dans le parlement de Schleswig-Holstein à Kiel (der Landtag).

La minorité germanophone au Danemark (die deutsche Minderheit in Nordschleswig) compte environ 15.000 personnes, sans représentation au parlement danois, mais bien au niveau communal, dans le cadre du Parti du Slesvig (Die Schleswigsche Partei). - L'autre sujet était d'assurer le droit d'établir des écoles et des jardins d'enfants en langue nationale. Les

danophones gèrent actuellement en Slesvig méridional 57 jardins d'enfants et 43 écoles primaires, qui préparent les élèves au niveau secondaire. L'École de Duborg à Flensburg est un lycée, ainsi que le lycée à Slesvig, l'École de A.P. MØLLER, qui préparent les étudiants à l'Abitur allemand et au Bac danois. - La minorité des germanophones en Slesvig septentrional gèrent 20 jardins d'enfants et 14 écoles primaires, qui préparent les élèves au niveau secondaire. Le Deutsches Gymnasium für Nordschleswig, à Aabenraa/Apenrade, prépare les étudiants au Bac danois et à l'Abitur.

Les plus grands journaux régionaux sont respectivement *Le Flensburg Avis*, qui est bilingue, avec un tirage de 5.800 copies et *Der Nordschleswiger*, avec siège à Aabenraa/Apenrade.

Ces déclarations ont permis par la suite d'élargir les relations culturelles en 1997 avec "L'Accord concernant la coopération dano-allemande dans la Région Sønderjylland-Schleswig". L'accord obtint un succès qui était suivi de plusieurs révisions dont la dernière date de 2017.

L'accord de coopération se base sur le principe de l'égalité des droits et sur la compréhension des particularités sociales, culturelles, linguistiques et économiques du pays voisin. La Charte européenne des régions frontalières et transfrontalières, qui fut adoptée le 15 septembre 2011 par l'Association des régions transfrontalières européennes est à la base de la coopération et le développement dans la Région Sønderjylland-Schleswig.

Robert SCHUMAN a dit que les frontières sont des "cicatrices de l'histoire". La coopération transfrontalière contribue ainsi à atténuer les effets négatifs de ces frontières. Le préambule de la Charte souligne que 32 % de la population européenne de l'UE élargie vit dans des régions frontalières.

Le Danemark officiel va fêter avec la République fédérale d'Allemagne l'année prochaine le centenaire de la réunification de Sønderjylland, un événement que les Allemands appellent le désistement. Quoi qu'il en soit, cette

réunification/désistement eut lieu sans coup férir, et nous pouvons être fiers à Copenhague et à Kiel et à Berlin qu'une coopération aux aspects multiples se développe au profit des minorités des deux côtés de la frontière.

La section AIACE Danemark va également fêter son jubilé de 30 ans en Jylland du Sud. L'Assemblée générale ordinaire de la section aura lieu du 20 au 22 avril 2020 dans la belle ville de Sønderborg afin de faire connaître aux membres de notre section, désireux de participer à la commémoration d'un succès politique en Europe, une région riche d'une beauté naturelle, de traditions et de culture.

Pour une région frontalière qui a été victime depuis des siècles de conflits souvent amers et sanglants, le développement actuel avec le soutien politique de l'Union européenne est salutaire. Je tiens pourtant à terminer ces éloges mérités par une pointe de vinaigre.

Le gouvernement danois précédent décida de léser l'Accord de Schengen par l'établissement permanent d'un contrôle à la frontière dano-allemande en vue de réduire le nombre d'immigrants entrant clandestinement au Danemark. Cette action provoque tous les jours des queues de poids lourds et de voitures privées sur les passages frontière, notamment sur l'autoroute A 7 direction nord dans une période calme sans afflux d'immigrants grâce aux opérations FRONTEx.

Une autre action de caractère psychologique contre-productif pour la coopération transfrontalière est l'installation d'une clôture métallique contre la peste porcine tout au long de la frontière terrestre, soixante-dix kilomètres de longueur, tout en sachant que les sangliers savent croiser les zones humides entre les deux pays en nageant.

Je forme le vœu que la Communauté européenne continuera à exercer son influence pour neutraliser les actes de populisme dans les pays membres en vue que les peuples d'Europe puissent bénéficier pleinement des possibilités de vivre en paix offertes par la coopération au sein de l'Union européenne.



SECTION ESPAGNE

GUIDE SUR LES AIDES À LA DÉPENDANCE, UN EXEMPLE DE COLLABORATION ENTRE LA COMMISSION ET AIACE

Les pensionnés espagnols, ainsi que les pensionnés d'autres États membres résidant en Espagne, viennent de recevoir pendant des vacances d'été un Guide Pratique sur les Aides et Prestations dérivées de la situation de dépendance.

PAR ENRIQUE MARIÑO RODRIGUEZ

La dépendance - qui conformément à la définition du Conseil d'Europe est "l'état dans lequel se trouvent les personnes qui, pour des raisons liées au manque ou à la perte d'autonomie physique, psychique ou intellectuelle, ont besoin d'assistance et/ou d'aides considérables pour mener les actes courants de la vie quotidienne et, en particulier, ceux concernant le soin personnel" - est un sujet qui préoccupe notamment à l'AIACE, étant donné le nombre de plus en plus grand de personnes dans cette situation.

Consciente de cela et tenant compte du fait que l'information sur les aides et prestations octroyées par de différents services de la Commission est un peu dispersée, AIACE Espagne a pris l'initiative de réaliser ce Guide.

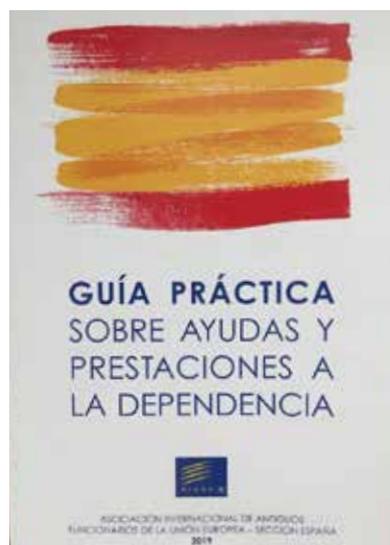
Il s'agit d'une petite brochure compilatrice élaborée par la section espagnole de l'AIACE dans le but d'informer d'une manière succincte sur les aides et prestations à la dépendance. Structurée en deux parties différenciées, la première concerne les aides sociales à caractère financier existantes, la deuxième les remboursements octroyés pour les prestations médicales destinées aux pensionnés ou autres personnes en situation de dépendance (séjours en établissements divers, tels que cliniques, maisons de repos, résidences pour personnes âgées ou centres psychiatriques ou de jour, ainsi que soins à domicile).

Même si c'est AIACE Espagne qui a pris ladite initiative, il faut bien mettre en évidence le fait que son élaboration est essentiellement fruit

et exemple de l'étroite collaboration avec les services de la DG HR et du PMO, lesquels ont prêté non seulement leur assistance et conseil, mais aussi leur support technique et logistique aux fins de son impression et distribution.

Cette excellente relation entre la Commission et l'AIACE a été renouvelée cette année avec la signature solennelle en février dernier de la déclaration conjointe commémorant le 10^{ème} anniversaire de l'Accord de Collaboration entre l'une et l'autre.

Il est à espérer que le Guide, outre le fait d'être une brochure informative pour tous les pensionnés, soit aussi un instrument utile aux bénévoles dans leur tâche d'assistance à ceux-ci et à leurs familles se trouvant en situation de dépendance, difficulté ou vulnérabilité.



SECTION FRANCE

Le port de l'angoisse: des pensionnes britanniques en France à l'heure du Brexit



PAR AMBROISE PERRIN

"F...!". Il fait nuit noire dans la Drôme. Et pour David Hollister, le jour ne se lèvera plus. Un SMS en quatre lettres de sa fille lui annonce le résultat du referendum sur le Brexit. Angoisse. Avoir ou ne pas avoir le Brexit. Cet ancien fonctionnaire du Conseil a vendu son appartement en Angleterre pour s'installer en France : "c'est incroyable, comme la perte d'un être cher". Son épouse est italienne, ils ont choisi le pied des Alpes à mi-chemin pour leur retraite. En 1974, du fin fond de son Pays de Galles, un premier poste à Bruxelles, c'était un rêve. Depuis il se sent plus européen que britannique.

Ce 23 juillet 2016 commence le temps des tourments. "De suite on comprend que désormais être britannique en France ce sera une galère administrative" analyse David Lowe. Titre de séjour, demande de nationalité, fini l'insouciance. Il possède une maison en Gironde, a été marié pendant 25 ans à une Française, les enfants sont Français... Il a écrit des livres sur la politique française, il a enseigné à la Sorbonne : «je me sens toujours très britannique ; et français sans l'être. Le Brexit m'a fait perdre la nationalité européenne". Divorcé, il n'est plus éligible à la nationalité française. Il se découvre alors une grand-mère née en 1872 à Dublin. L'aïeule oubliée lui permet d'obtenir en quelques mois la nationalité irlandaise. Il peut donc continuer à vivre en France. Sauvé.

"Vous sentez-vous britannique ou français... ou européen ?" ai-je demandé à Gordon Lennox, Ecossais venant d'obtenir la nationalité française, après 25 années passées à la Commission... "Je me sens parisien !". Afin d'obtenir ses papiers, il a passé un entretien pour prouver son amour de la France et son implication dans la vie locale : voiture immatriculée 75, coiffeur, médecin et dentiste français, et sur-

tout membre du conseil scientifique AFNIC : les retraités ne sont pas des oisifs à la charge de la société. "Je ne peux même plus voter au Royaume-Uni et je m'y sens isolé parmi tous ceux qui ont voté pour le Brexit... Si vous avez 70 ans, c'est très frustrant de ne pas pouvoir retourner dans son pays !". L'incertitude du Brexit crée un immense stress, le calcul des retraites, les impôts bien sûr, mais aussi la condescendance des amis français : "oh les pauvres Anglais". Lire les journaux tourne à l'obsession ; et la boulangère, à chaque baguette, lui lance invariablement : "alors le Brexit ?"

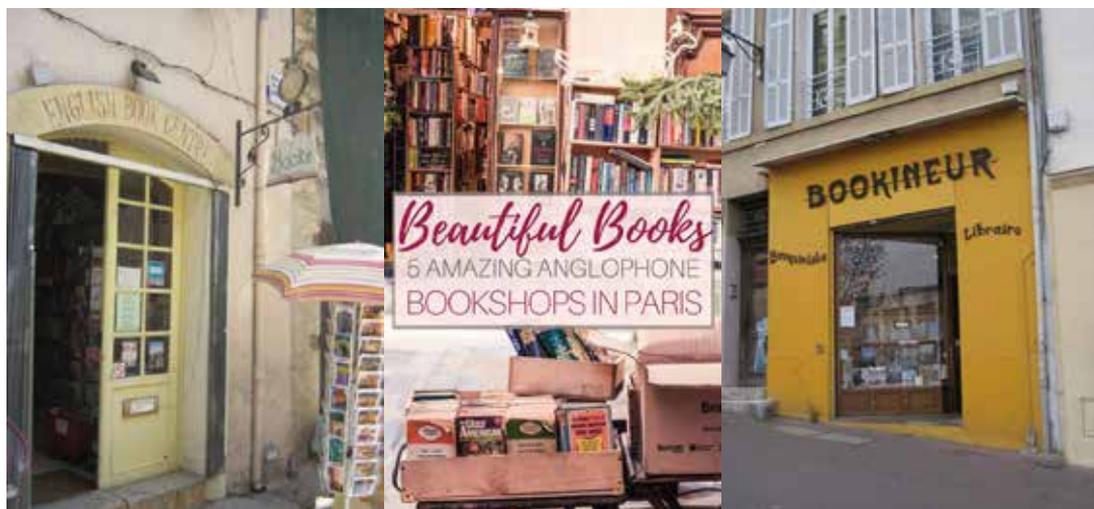
"Qu'avons-nous fait de mal, les Britanniques, pour avoir ça, comme subir Trump aux USA" ? Quand ils se retrouvent entre eux, et ils sont nombreux dans certaines communes et plutôt dans le Sud-Ouest de la France, les Brits interpellent ceux "de l'Europe". Certains ont même voté pour le Brexit, aujourd'hui bien sûr ils le regrettent amèrement. "Pourquoi à la Commission à Bruxelles, au Parlement à Strasbourg, vous n'avez pas mieux expliqué ce qui allait se passer ?" Les pensionnés britanniques des institutions européennes ont de quoi développer un sentiment de culpabilité. Et de colère surtout. Les enfants, pourtant Français par l'un des parents, désertent l'Hexagone pour l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Le Brexit, disent-ils, c'est le début de la fin ; ils fuient la triste Europe et délaissent des parents qui eux aussi en France ont un sentiment d'abandon.

Ces enfants qui n'ont jamais vécu au Royaume-Uni, si ce n'est des vacances chez des grands-parents qui ont connu très jeunes la guerre, seront réduits à des combines pour forger leur identité, car ils savent qu'ils n'auront pas les mêmes opportunités que leurs parents ; ces jeunes adultes ne veulent pas attendre un

statut comme aujourd'hui y sont réduits leurs parents. Des parents qui perdent le sommeil depuis le Brexit. L'Europe pour eux, c'est une réalité inaccessible. Pour leurs parents, c'est un rêve qui sécroule.

Le Foreign Office donne sur son site Web des conseils destinés aux Britanniques : enregistrez-vous comme résidents, souscrivez une assurance santé, ayez toujours un passeport valide. Les pages "Living in France" sont anxiogènes, avec une centaine de rubriques, voiture, vote, impôts, travail des enfants, enterrement sur place. RIFT vient d'être créé. C'est un groupe pour le changement de vie après le Brexit. Remain In France Together : gardez vos factures pendant plus de cinq ans,

Brian Mc Cluskey a 82 ans, son mariage lui a permis d'obtenir la nationalité française en juin dernier : "il s'agissait de me protéger". Il a commencé sa carrière de traducteur en 1973, l'année de l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne. Quand il prend sa retraite, avec son épouse ils choisissent Bordeaux "parce qu'ils aiment beaucoup la France et parce qu'on a fait toute notre vie hors de la Grande-Bretagne". Et de préciser que c'est plus psychologiquement que matériellement qu'il est "choqué" par le Brexit. Pourtant sa pension en euros est liée aux cotisations des Etats membres et si le gouvernement britannique refuse un accord de contribution cela risque de devenir problématique. Mais c'est la politique qui le met hors de lui, "pour Farage



cela prouvera votre attachement à la France, vérifiez votre nom sur la taxe d'habitation, passez le permis de conduire français, ayez trois mois de cash à l'avance (si Bruxelles bloque votre pension), le jour du Brexit soyez en France ou au moins dans la zone Schengen et surtout, ne paniquez pas !

Un tabloïd cite sans vergogne les 22 articles de la Directive européenne 2003/86/EC relative au droit au regroupement familial et aux règles de procédure. (Vive l'Europe !) Le journaliste en reportage en France analyse finement qu'épouser un Français ou une Française n'est pas "un ticket en or" car il faudra attendre encore quatre années pour être éligible à la citoyenneté française.

et Johnson, il y a des mots que je ne peux pas prononcer". Depuis 1974 où il était aux premières loges pour observer le Labour tout faire, déjà, pour sortir la Grande-Bretagne de l'Europe, il scrute les réactions d'incompréhension qui s'échangent face aux caractéristiques de chacun des pays.

Danae Penn abonde dans son sens. "Le Brexit a commencé en 1973 !" Elle participait à la mise en place des concours à la DG9 : "J'ai cette impression des décennies plus tard qu'on pourrait dire que les Britanniques recrutaient pour Bruxelles uniquement des candidats pouvant faire du mal à la Commission". Avec son mari géographe, ils ont cherché "la ville la plus saine pour leur santé" et se sont installés



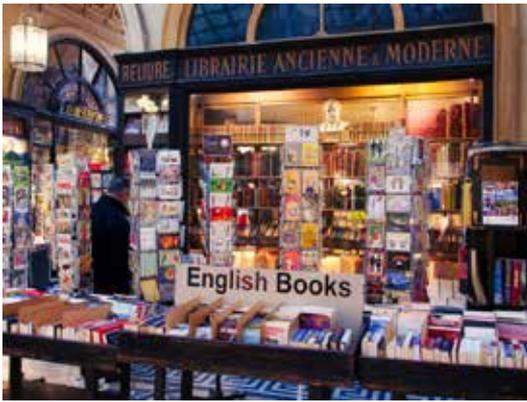
à Condom dans le Gers. Depuis le Brexit, elle a demandé la nationalité française, et elle est inquiète car elle est toujours sans réponse. Elle n'a plus de famille ni de bien en Angleterre, elle n'y est pas retournée depuis 1999 ! L'angoisse heureusement, elle sait vivre avec : elle écrit des romans policiers, comme une Agatha Christie installée en France. Elle vend sur Amazon et son plus grand succès se nomme False Rumours.

Nicholas Leapman entend corriger les rumeurs trop alarmistes : "nous les pensionnés des Institutions européennes, par rapport aux autres Britanniques en France, nous sommes privilégiés". Il a pris sa retraite à Cognac... pour la beauté de son parcours de golf. Son fils a fait un Erasmus en Espagne où il vit dorénavant, après une maîtrise de Droit à Rennes. "Je suis typiquement un fonctionnaire qui a fait toute sa carrière à Bruxelles, et je n'ai jamais demandé la nationalité française, même si je vis désormais en France, parce que je n'en avais pas besoin. Mais mon épouse et moi avons tous deux cotisé toute notre vie au Royaume-Uni pour notre couverture santé. Le formulaire S1 doit nous permettre d'être intégrés dans le système de sécurité sociale d'un autre pays de l'Union et d'avoir la carte Vitale en France sans payer d'autres prélèvements sociaux. Si c'est No Deal ce système ne fonctionnera plus !" Il s'est rendu dans les administrations d'Angoulême puis de Bayonne, qui l'ont renvoyé sur le site des Affaires Etrangères françaises... qui n'apporte

aucune réponse. Ils se sentent européen, pas britannique : "en France je me sens chez moi et ça me fait mal de devoir demander une carte de séjour". Tout ce qui était automatique ne le sera plus après le Brexit et il évoque "cette incertitude qui déclenche des problèmes émotionnels immenses". La tristesse de voir ce qui se passe dans son pays, les mensonges qui ont accompagné le Brexit, la perspective d'une atmosphère de précarité... : "je sens une grande fatigue qui s'installe". Nick se reprend : "cela montre la force de l'Union européenne quand on remonte dans le temps ! C'est remarquable".

Ce pessimisme général, Alain Baillie l'analyse lui aussi. Cet Ecossais a pris sa retraite à la Guadeloupe, pour des raisons familiales, et vit ce dilemme : abandonner sa nationalité pour des raisons pratiques, ne pas abandonner sa culture qui est désormais française. Le nationalisme anglais le dérouta. "Personne n'a évoqué la réelle mesure des effets que la sortie du Royaume-Uni provoquera sur la vie de millions de Britanniques en Europe et des Européens vivant au Royaume-Uni. L'incertitude et les menaces qui pèsent sur nous entraînent des attitudes dépressives et des idées suicidaires".

Elizabeth Anne Muller a épousé "son petit ami français" déjà en 1970. C'était la seule solution pour vivre ensemble avant l'adhésion à la CE, et à l'époque elle avait ainsi acquis automatiquement la nationalité française. "Il



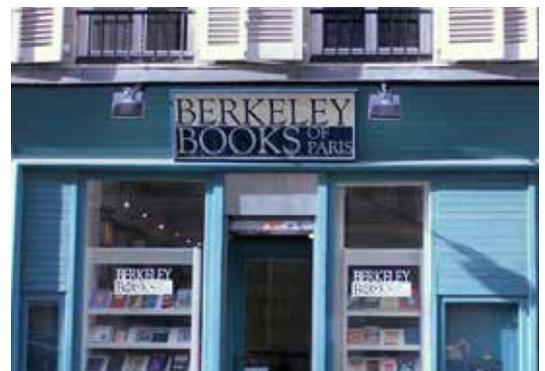
n'y avait pas de libre circulation, tout était très compliqué pour moi, assistante à l'Université de Bordeaux : la carte de séjour, le permis de travail". Mais en 1976, pour travailler au service de traduction à Bruxelles, elle a dû opter pour la nationalité britannique, l'Institution européenne ne reconnaissant pas les doubles nationalités. Après le Brexit, elle demande donc au service des ressources humaines de rectifier son dossier pour lui redonner son autre nationalité, la française... imbroglio... bureaucratie... Alors elle a opté comme sa sœur et son frère pour la nationalité irlandaise, ayant elle aussi comme beaucoup de Britanniques un ancêtre "Dubliners". Les réunions de famille ne sont pas faciles, un beau-frère étant pro-Brexit. On se promet de ne pas en parler et à la fin du repas, "comme pour l'affaire Dreyfus", c'est la bagarre. Elle craint qu'en Angleterre on descende dans la rue, elle sent une insurrection larvée" type gilets jaunes". Le Brexit dit-elle c'est le Festival des paris perdus. Alors elle vit à Noirmoutier "dans sa bulle", loin des "antagonismes dangereux".

"Ces montagnes russes d'espoir ou de crash-out sont une adrénaline insoutenable, c'est épuisant. Il faut que cela s'arrête, que je vive heureuse ici, chez moi, en France." Alors elle rêve. "J'ai 71 ans, je n'aurais jamais imaginé voir de mon vivant la réunification de l'Irlande. Et ensuite les Britanniques demanderont l'annulation du Brexit !".

Nos amis britanniques vivant en France ont un dernier, énorme, souci. Cela concerne "les Pets" qui leur sont si chers. Provenant hors de l'Union, les animaux de compagnie subiront après le Brexit une prise de sang obligatoire, moult vaccinations et micro chip dans l'oreille par un vétérinaire accrédité ; puis une probable mise en quarantaine.

Tony, qui vient d'acquérir un bouledogue anglais, n'a pas cherché très loin un nom pour son nouveau chien : le molosse se nomme Brexit.

"Brexit, au pied, couché !"



1 propos recueillis la première semaine d'octobre 2019

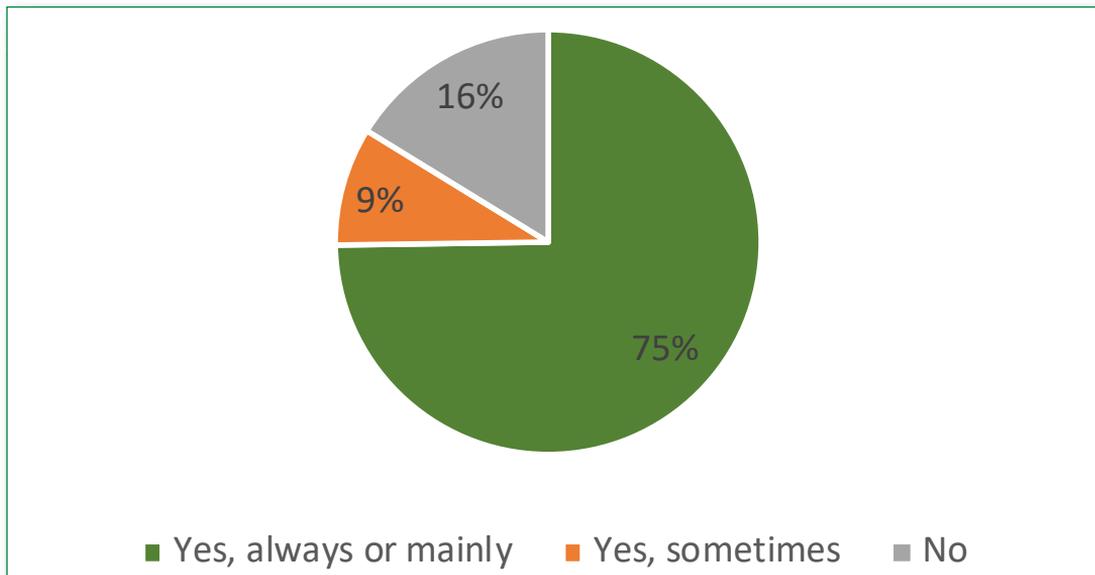


SECTION FINLAND

E-TOOLS USED WIDELY AND WILDLY BY FINNISH AIACE MEMBERS

What do Finnish AIACE members think about the Commission's e-tools, services provided by the Finnish authorities and the Commission, the retirement process and our section?

BY TAPANI PIHA



Graph 1. Do you keep contact with the EU retiree services by e-tools (JSIS Online, MyIntraComm, SYSPER Pensions, PMO Contact)?

Electronic tools are the main way how Finnish retirees connect to the EU's retiree services. Three quarters used e-tools always, and a further 9% occasionally, only 16% never use them (Graph 1).

EULogin is the key to the Commission's e-services

Four of five respondents had the EULogin. Interestingly, some 7% did not know if they have the EULogin. This was highly dependent on the time since retirement: practically all those who retired during the last 3 years had it, whereas half of those who had retired more than 10 years ago did not have.

However, a key finding was that the IT literacy determined the use of the e-tools, such as JSIS Online and MyIntracomm, not the

age. When respondents had the EULogin, they used e-tools nearly always (91%) and only 1% preferred old ways, regardless of the time since retirement.

Despite the high IT literacy among the respondents, 22% said that they would need guidance or support in using e-tools. The need was directly linked to the use of the EULogin and of e-tools in general. Of EULogin users, only 13% expressed the need for support, in contrast to the nearly half of non-users. Those unsure of having the EULogin desired even more to get help. Open responses highlighted general difficulties to use the system but in particular IT systems changes and EULogin cause difficulties. The role of spouses was stressed as they are not always knowledgeable of the EU's IT systems but may need to use them.

Services of healthcare providers and authorities highly appreciated

Experience with healthcare and other authorities in Finland was highly positive (Graph 2). There were only a handful of negative comments. Quite many (27%) did not have experience of the public healthcare.

The appreciation of EU services (JSIS, PMO etc) was a bit more muted but negative comments were very rare (2%).

Getting retired works but some problems

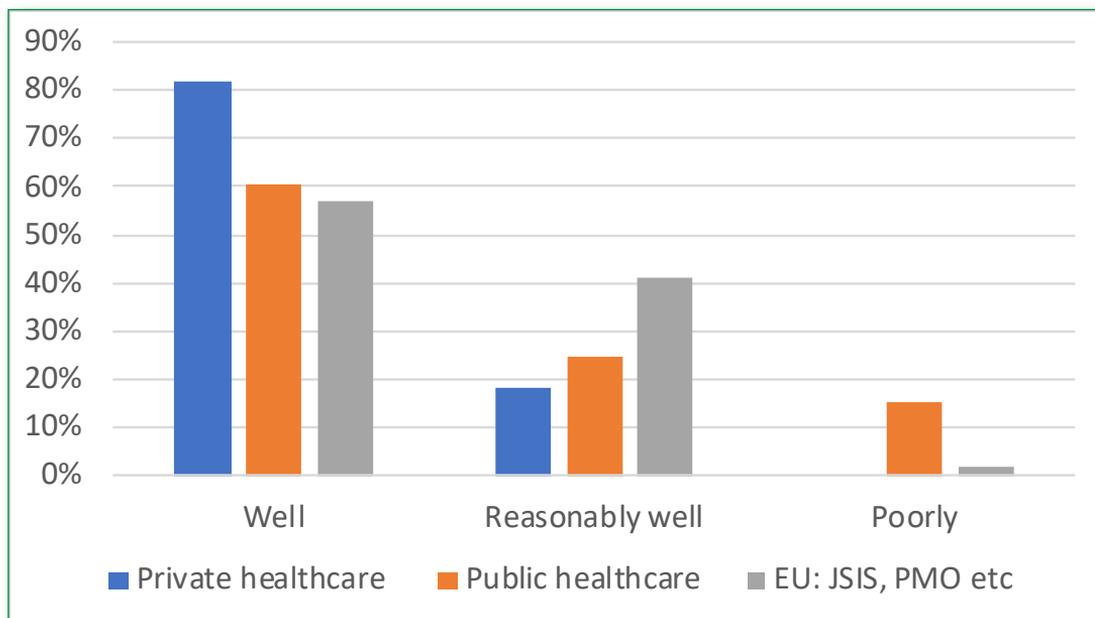
The retirement training was highly valued (80%) and a support person was usually not needed when retiring or later (81%). Only a few would have needed support but did not get it, while some 15% reported having received the desired support. The possibilities or interest to participate in retirement training was the highest in the Commission, the Council and EEAS whereas especially colleagues in agencies were deprived from training. One respondent summarised their experience “It was fun!”

Guidance for AIACE Finland’s action

The respondents praised spontaneously AIACE Finland’s activities (there was no rating question). Conveying information to members was the most valued activity (93%), followed by protecting members’ interests (74%). EU themed seminars, festive events as well as trips each were considered important by half of the respondents. Some critical comments were made to take the climate change into account in activities (less travelling), the concentration of activities in Helsinki, the high cost of participation in events or trips, and making information available only in Finnish. The future ageing of the Finnish retirees may lead to a need for new types of activities.

One third of the respondents were willing to volunteer as a support for a new retiree or someone starting to need more assistance. It also seems that the association can count on its members as one quarter considered participating in the association’s activities.

Box on the survey



Graph 2. How have the services of health providers and EU worked for you in Finland?

SECTION LUXEMBOURG

Pour répondre à une attente de ses membres, la section Luxembourg a mis sur pied un cycle de six conférences culturelles qui s'étendent sur l'ensemble de 2019 et qui rencontrent un vif succès.

PAR STÉPHANE HOOGEWIJS

Pour répondre à une attente de ses membres, la section Luxembourg a mis sur pied un cycle de six conférences culturelles qui s'étendent sur l'ensemble de 2019 et qui rencontrent un vif succès.

En vue d'étoffer son offre en matière d'activités, la section a lancé au début de l'année 2018 un sondage auprès de ses membres afin de mieux cerner les souhaits de ceux-ci. Les nombreuses réponses nous ont encouragé à diversifier les voyages, notamment en sortant de l'UE. Mais cette enquête nous a aussi révélé qu'une partie de nos membres ne désiraient (ou ne pouvaient) pas s'éloigner de leur domicile et étaient plutôt intéressés par davantage de conférences. Notre section organisait jusqu'alors une à deux conférences par an, sur des sujets portant majoritairement sur l'UE (histoire européenne, Brexit) et sur les aspects fiscaux propres au Grand-Duché

Le choix des sujets s'avérait toutefois délicat car l'offre est abondante à Luxembourg. Il fallait aussi éviter de concurrencer d'autres activités organisées au sein des cercles du Comité d'Action Sociale et s'assurer la collaboration d'un orateur professionnel pour garantir la qualité des exposés.

Une opportunité s'est présentée au travers de l'agence de voyage à laquelle la section avait confié l'organisation des voyages à Saint-Petersbourg. Son directeur est historien et donne régulièrement des exposés dans ses domaines de prédilection que sont le monde antique et l'histoire de la Russie. Une première conférence organisée à titre d'essai en novembre 2018 sur le thème "Les guerres barbares et la «chute» de l'Empire romain" fut un succès. La chute de l'empire

romain d'Occident communément attribuée aux "invasions barbares" est aujourd'hui considérée par les historiens comme l'échec de la politique d'intégration des "barbares" ayant acquis la citoyenneté romaine. Le lien avec la question migratoire qui préoccupe l'Europe est évident et notre conférencier s'était d'emblée proposé de répondre aux questions suivantes :

L'empire romain a-t-il été détruit par ceux-là mêmes qu'il avait accepté d'accueillir ?

Un événement semblable pourrait-il se reproduire de nos jours ?

La relecture de cette période troublée s'étendant sur les IV^e et V^e siècles a permis à l'assistance de considérer cette problématique sous un autre regard et de se rappeler que les migrations n'ont pas cessé de se répéter au fil de l'histoire ...

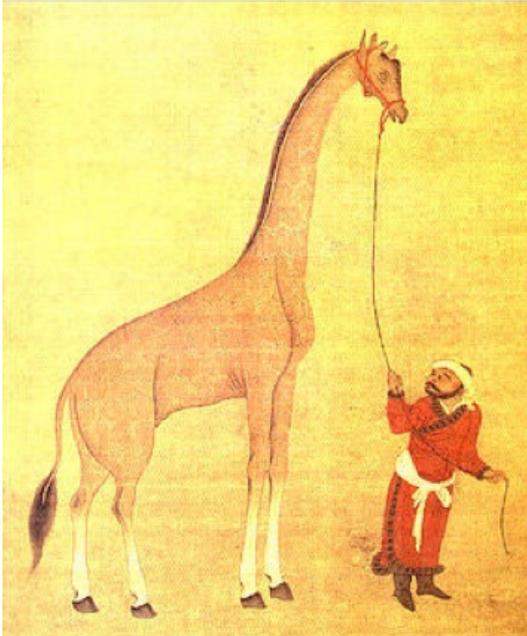


Barbare combattant un légionnaire romain

Le succès de cette initiative nous a conduit à prolonger l'expérience avec le même orateur au travers d'un cycle de six conférences étalées sur l'année 2019. Les trois premières d'entre elles ont eu pour thèmes "La naissance de Byzance et la fin du monde antique", "L'empire ottoman entre deux mondes" et "Le XVe siècle et l'invention du monde". Elles s'inscrivaient donc dans la suite du premier sujet abordé et

établissaient le lien avec le voyage à Istanbul programmé fin octobre 2019.

Un second volet de trois conférences portera prochainement sur l'histoire de la Russie, depuis le Moyen Age jusqu'au XIXe siècle.



Voyages de Zheng He



Fathi Sultan Mehmet



Le bogatyr à la croisée des chemins

NETHERLANDS SECTION

AIACE Netherlands has a current membership of some 383 This is about 80 % of the retired Dutch EU officials and amongst the highest percentages in the AIACE family.

BY BASTIAAN VAN HELDEN

The yearly meetings take place alternating in the capitals of the 12 provinces in the Netherlands. These meetings are hosted by the respective provincial governors. Around the annual meeting an elaborate social programme is organised. Needless to say, there is a strong experience of getting together of members and spouses.

This year the Annual Meeting was held in Leeuwarden, the capital of the northern province of Friesland. A proud province with Frisian as its own language, quite distinct from Dutch. Their separate language, spoken by about 300 000 of its inhabitants, gives this province a strong cultural identity.

For the annual meetings, the chair of AIACE-NL also invites a guest speaker to give a keynote address. This year it was something special, not an invited speaker with strong EU identity, but the US Ambassador to the Netherlands, Mr. Pete Hoekstra, appointed last year by President Trump. Ambassador Hoekstra was invited to speak about current US-EU relations. Not surprising, the frank address on US positions subsequent discussions were very lively. Ambassador Hoekstra proved himself to be very open and interactive during the discussions. Ambassador Hoekstra was actually born in the Netherlands, left at the age of four and returned as Ambassador for the USA.

Two major items featured during the discussions; the European contributions to NATO and Iran. With respect to NATO Mr. Hoekstra noted with concern the lack of compliance with the norm of 2% GDP contributions to defence spending. This, he said, could pose a threat to NATO's internal cohesion and notably the application of Article 5 of

the NATO Treaty which stipulates the an attack on one of its Members is regarded as an attack on all.

Concerning Iran, Mr. Hoekstra stressed the known position of the US Administration. Replying to questions he reiterated that, if the EU would still trade with Iran, they would be barred from trading with the US. In his view, this is no unjust restraint to the EU: its Member States are regarded by the US as autonomous and free. The choice it freely theirs, to trade with Iran or to trade with the US. It is all up to them.

All in all, again a vigorous event and a refreshing departure from the usual (and necessary) household matters of an annual AIACE-NL meeting.

Full steam ahead for AIACE-NL in all its activities.



SECÇÃO PORTUGAL



Ao período de intensa colaboração com a AIACE Internacional no âmbito da preparação das Assises no passado mês de Maio, em Lisboa, que muito contribuiu para o seu enorme êxito, seria de esperar que se seguisse um momento de descanso. E é frequente ouvirmos a pergunta: “Então não fecham para férias?” Mas a nossa resposta nunca deixa de surpreender: “Não, os nossos sócios podem sempre contar connosco, durante todo o ano!”

PAR ODETE MACHADO E TERESA LUZ

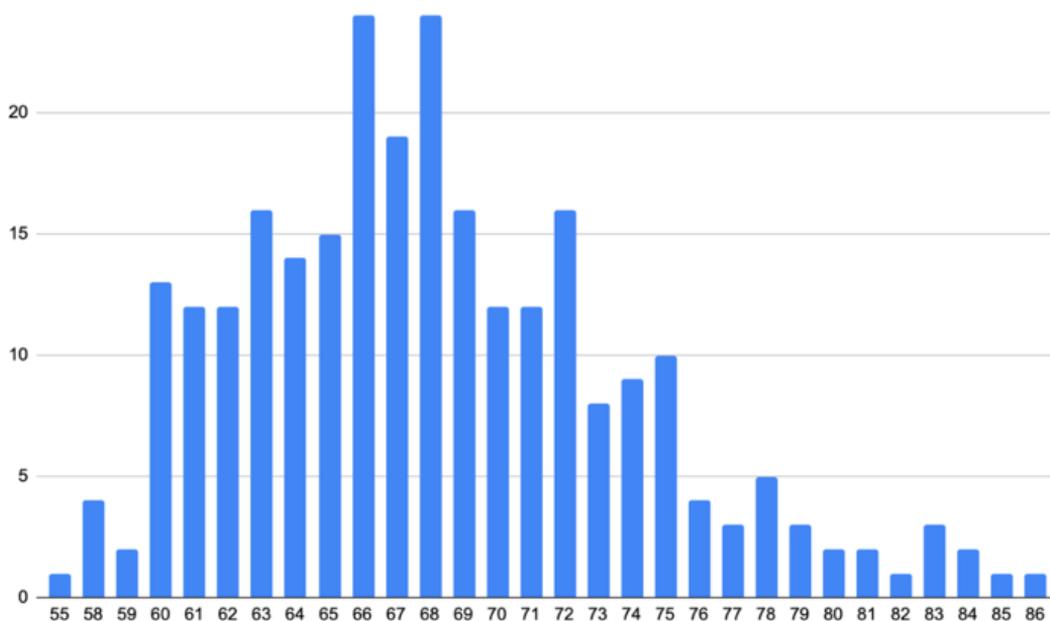
E não só os nossos sócios. Na verdade, já tem acontecido por diversas vezes sermos contactados por outros pensionistas residentes em Portugal que procuram resposta para as mais variadas questões. Estas podem ir dos contactos com o PMO ou o RCAM aos pedidos de esclarecimento em matéria de seguros ou de impostos, ou a questões de carácter social. Também os Serviços Sociais das diferentes Instituições recorrem a nós em situações em que precisam de informações sobre pensionistas em dificuldade no nosso país ou em que se torna necessário um qualquer tipo de apoio a tais pensionistas por parte de um dos nossos voluntários.

Também não é raro que nos seja solicitada ajuda na utilização dos sistemas informáticos, para os quais é agora essencial a autenticação EU Login. Importa salientar que a adesão às

aplicações em linha tem sido muito significativa entre os nossos sócios: “Uma proporção muito mais elevada que nos restantes países, um verdadeiro caso de sucesso!”, nas palavras de Anna Silvano do PMO.4. A explicação encontra-se, em parte, no facto de a secção portuguesa ser relativamente jovem (ver gráfico), com uma média etária de 68 anos.

Distribuição dos sócios por idades em Agosto de 2019

E em breve anunciaremos o resultado dos trabalhos que nos têm ocupado nos últimos tempos. Trata-se do lançamento do nosso sítio Web, onde serão publicadas todas as informações úteis para os nossos sócios e para todos aqueles que se interessam pelo que fazemos. Já falta pouco...



“Une Union européenne plus unie pour affronter les défis d’un monde moins sûr”

PAR JEAN-CLAUDE PIRIS - ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU SERVICE JURIDIQUE DU CONSEIL



PAR JEAN-GUY GIRAUD

Cet article est paru sur le site de Fondation Robert Schuman le 3 Juin 2019 - c’est à dire à la veille de la mise en place du Parlement européen nouvellement élu et de la nomination de la nouvelle Commission. Son objectif est - après un bref aperçu de la situation dans laquelle se trouve l’UE à ce moment - de dégager les principales lignes d’action que pourrait suivre l’Europe dans les cinq prochaines années.

L’auteur énumère d’abord les erreurs à éviter :

- abandonner ou diluer le projet européen et notamment son ordre juridique spécifique,
- refonder l’UE à quelques uns (le “noyau dur”) sur un nouveau traité,
- autoriser une “Europe à la carte” composée d’une “Union de base” et de différents “clubs” adhérant à diverses politiques communes,

Il considère ensuite que - sur la base des traités actuels (en toute hypothèse difficiles à réviser) - l’Union “fonctionne relativement bien” à condition de rester “réaliste sur les limites de ce que peut faire l’Europe”.

Ce cadre étant fixé, l’auteur propose quelques orientations prioritaires pour l’Union :

“exiger des États membres le respect des valeurs fondamentales” (art.2 TUE) : pour cela, la Commission devrait poursuivre plus systématiquement devant la Cour de Justice “chaque acte ou décision d’un État violant l’article 2 TUE et la Charte des droits fondamentaux dans des domaines relevant du champ d’application des traités”.

- De même, la Commission pourrait examiner la possibilité d’adapter les textes applicables pour conditionner la continuité du bénéfice des ressources budgétaires de l’Union au respect de l’article 2 “;-
- poursuivre le renforcement de la zone euro notamment vers la formation d’un véritable “Fonds monétaire européen”, “donner une forme (au moins) embryonnaire à l’idée d’un budget de la zone euro”, créer une véritable Union bancaire “comportant un système unique d’assurance des dépôts”, permettre à un groupe restreint d’au moins neuf États membres «d’adopter des mesures de coordination plus étroite des politiques économique, sociale ou fiscale”,
- “poursuivre et développer d’urgence une politique d’immigration et d’asile”, par exemple en permettant l’instauration de coopérations renforcées entre les États les plus soumis aux pressions migratoires et en faisant participer solidairement les autres États aux coûts finan-
dementant au Haut Représentant et au SEAE d’utiliser tous les moyens de l’UE, pour inciter les pays de départ à mieux contrôler les émigrations illégales.

Enfin, “les mécanismes de Dublin et de Schengen doivent être revus” ; à défaut, “certains États membres pourraient rapprocher leurs politiques nationales sur un plan bilatéral, multilatéral ou par la voie de coopérations renforcées”,

- “renforcer la légitimité démocratique des politiques européennes”, notamment en promouvant “un contrôle plus étroit des Parlements nationaux sur les décisions que les gouvernements prennent ou sont sur le point de prendre” au sein du Conseil,

- dire avec franchise que “*tout élargissement sera difficile avant longtemps*” du fait de l’impréparation des États candidats et de la nécessité d’*adapter les procédures décisionnelles de l’Union au nombre grandissant d’États membres*”, modifications dont certaines peuvent se faire “*sans changer les traités*”,
- coopérer étroitement avec le Royaume-Uni, devenu Etat tiers, tant en matière de politique étrangère que de lutte contre le terrorisme,
- mieux cibler les priorités du prochain cadre financier 2021/2027 en particulier dans les domaines où “le financement européen a le maximum de valeur ajoutée” par exemple dans la recherche et le développement industriel du numérique, de la robotique, de la cybersécurité, ...
- encourager une utilisation plus large des coopérations renforcées en y recourant

dans de nouveaux domaines : “union économique et monétaire, énergie , fiscalité, politique sociale, parquet européen” et en développant les possibilités spécifiques de coopération renforcée en matière de défense,

- “conclure des traités intergouvernementaux par sujet” l’idéal étant qu’ “un mini-traité intergouvernemental pluridisciplinaire réunisse un même groupe d’États membres coopérant dans plusieurs domaines”, tout en utilisant les Institutions de l’Union.

L’auteur souligne en conclusion que - s’il est naturel que les citoyens restent attachés à leur État-nation - “les tentations du repli sur soi et du nationalisme risquent de revenir rapidement en cas de crise (...) .L’Union européenne ne doit donc pas dévier de sa route car, plus unie et solidaire, elle pourra mieux protéger ses États et ses citoyens” et “surmonter les grands défis auxquels ils doivent faire face dans le monde”

<https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qe-518-fr.pdf>

GENDER EQUALITY INDEX 2019

EIGE EUROPEAN INSTITUTE FOR GENDER EQUALITY

The Gender Equality Index is a composite indicator that measures the complex concept of gender equality and, based on the EU policy framework, assists in monitoring progress of gender equality across the EU over time. The European Union has been moving towards gender equality at a snail’s pace. With a Gender Equality Index score of 67.4 out of 100, the EU still has a lot of room for improvement. Since 2005, the EU’s score has increased by only 5.4 points (+ 1.2 points since 2015).

The EU is closest to gender equality in the domains of health (88.1 points) and money (80.4 points). Gender inequalities are most worrying in the domain of power (51.9

points). Nevertheless, the score in this domain has improved the most since 2005 (+ 13 points), due to progress in nearly every Member State.

However, developments are uneven between Member States. Sweden (83.6 points) and Denmark (77.5 points) are consistently the most gender-equal societies. Greece (51.2 points) and Hungary (51.9 points) have the longest way to go. Italy and Cyprus have improved the most (+ 13.8 points and + 10.4 points), while Lithuania is the only country not to have made any progress in gender equality since 2005. In some domains, progress has slowed, stalled or even regressed.

<https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2019>



REDEFINING EUROPE'S ECONOMIC SOVEREIGNTY

Report by Mark Leonard, Jean Pisani-Ferry, Elina Ribakova, Jeremy Shapiro and Gentram B. Wolff

PUBLISHED BY BREUGHEL AND THE EUROPEAN COUNCIL FOR FOREIGN RELATIONS

BY DAVID HARLEY

This forward-looking and deeply thought-provoking report could hardly be more timely, as global multilateral institutions face growing pressure from the United States and China, and the EU Institutions come under new political management. It is both a wake-up call and an appeal for a changed mind-set if Europe is to maintain economic growth, enjoy traditional levels of social protection, and prevent internal and external conflict. The new Commission and the Member States would be advised to take the report's recommendations to heart if Europe is to compete effectively on global markets and stand up to its superpower rivals.

The authors call for a fundamentally new approach if the EU is not to be left behind in the coming battle for the defence of its geopolitical interests. The rules of the game have changed and Europe needs to adapt.

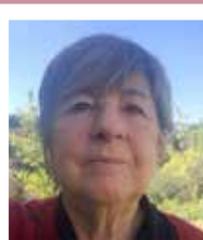
On the one hand, the United States is abandoning multilateral institutions and disregarding the rules of the global multilateral trading system, while at the same time making full use of its currency and financial system to further its strategic objectives. On the other hand, China has become 'a systemic rival promoting alternative models of governance', while simultaneously seeking economic growth, technological development, and the furtherance of defence and security objectives. The EU Member States, for their part, are increasingly divided in their approach to relations with China. The hard truth is China has joined the US and Russia in using bilateral relations to undermine EU unity on foreign policy. The EU can no longer sit idly by and pretend this isn't happening.

The key question posed by the report is whether the EU still has the collective economic size and capacity to determine its own economic destiny. For decades the EU deliberately separated its economic interests from its longer-term, geopolitical objectives, leaving trade and economic relations to the Commission and defence and security to the Member States. China and the United States, on the other hand, make no such distinction, which moreover looks increasingly outdated. On the contrary, they both increasingly use economic leverage, from cyberspace to financial links, to gain geopolitical advantage or pursue geopolitical goals. The report's conclusion is that the EU, if it is to survive, has little choice but to start thinking and acting as a geopolitical power.

Other key proposals thrown up by the report include the need to review competition policy in the light of state aid provided by foreign governments to their own companies; granting more powers to the High Representative and enabling him/her to object to decisions proposed by the Competition Commissioner, and setting up an Economic Sovereignty Committee within the Commission.

The report's conclusion is that if the EU is to survive, it must start thinking and acting as a geopolitical power. The days of the EU being synonymous with soft power only are definitively over.

LA COMMISSION EUROPÉENNE 1986-2000



PAR MARUJA GUTIERREZ

Le troisième volume de cette unique Histoire de la Commission européenne vient de paraître. Cinquante-deux professeurs et chercheurs, appartenant à plus de trente universités ou centres de recherche en Europe ou aux États-Unis et à une quinzaine de pays, ont pris part à la rédaction de cet ouvrage. Pour mener à bien leurs travaux, les auteurs ont pu avoir accès à des archives inédites de la Commission.

De plus, de nombreux témoins, anciens fonctionnaires, commissaires ou présidents de la Commission ont pu être interrogés. Il reste que l'ensemble de ces sources inédites, orales ou écrites a constitué une abondante et riche documentation qui a permis aux chercheurs de jeter un éclairage nouveau sur l'action de la Commission entre 1986 et 2000.

Pendant cette période, la Commission menait de front les négociations préparatoires à la mise en place de l'Union économique et monétaire et au plus grand élargissement de l'histoire de l'Union européenne, les efforts en matière d'approfondissement et la réflexion relative à la gouvernance européenne en vue des futures adhésions.

En outre, de nouveaux traités sont signés, conduisant à un accroissement substantiel des compétences de la Communauté. Mais la difficile ratification de celui de Maastricht, montre aussi que les opinions publiques sont à conquérir, qu'elles doivent être la cible d'une information et une communication plus soutenues.



Office des publications
de l'Union européenne,
Disponible en DE, EN et FR. 2019
— 830 p. — 21,5 . 27,5 cm
Prix (TVA exclue): 39 EUR¹

¹ Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes à l'adresse <https://publications.europa.eu/fr/publications>

AMERICA FIRST

PAR WOLFGANG PLASA

Notre ancien collègue Wolfgang Plasa, fonctionnaire européen à la retraite depuis 2010, viens de publier un livre intitulé « America first ! Über die Rückständigkeit einer Politik der Rücksichtslosigkeit ».

Dans ses propres mots: " Il s'agit d'une analyse de la politique extérieure des Etats Unis, basée sur la thèse que l'impérialisme est une politique dépassée, qui se maintient parce que l'Etat et la société des USA sont, à maintes égards, arriérés. Ce jugement – de prime abord surprenant, certes, et sans doute contraire à la position de la majorité des médias – s'appuie sur une comparaison avec le développement de l'Europe pendant ces derniers 70 ans.

Les vues exprimées dans mon livre remontent à des expériences et observations sur le terrain, que j'ai pu faire lorsque, la dernière année avant ma retraite, j'étais visiting fellow à Yale. Elles ont été nourries pendant mon activité de conseiller du Président Ashraf Ghani de la République Islamique d'Afghanistan à Kabul en 2017 et 2018. La conclusion à laquelle j'arrive est que l'Europe doit se distancier davantage du partenaire d'outre-Atlantique, et non seulement de son Président actuel. »

Staat und Gesellschaft der USA sind in vieler Hinsicht in ihrer Entwicklung hinter anderen Industrieländern zurückgeblieben. Das gilt vor allem für die Bedeutung der Religion, die Sozialpolitik, die Rechtsordnung, die Todesstrafe und den Waffenbesitz. Dazu gehört auch die Außenpolitik. Die USA sind das letzte Land der Erde, welches eine Politik des Imperialismus verfolgt.

Diese ist möglich aufgrund eines Mangels institutioneller Kontrollen. Die Verfassung der USA erlaubt es dem Präsidenten, Militäreinsätze ohne Genehmigung des Kongresses zu entscheiden, und sorgt dafür, dass dieser die Interessen einer wohlhabenden Minderheit vertritt. Wichtige Regelungen der Verfassung sind veraltet.

Auch die Kontrolle durch den Wähler funktioniert nicht länger, weil Regierung und Medien zusammenarbeiten, um die Bevölkerung zu täuschen und zu manipulieren. Die Ahnungslosigkeit und politische Unmündigkeit der Bürger ist Teil der Rückständigkeit des Landes. Ohne sie wäre die rücksichtslose Außen- und Sicherheitspolitik der USA kaum möglich.

Produkt Details und Beschreibung
Autor: Wolfgang Plasa Tectum Verlag
ISBN: 3828843425, 11.juni 2019
kartoniert



EREIGNISHORIZONTE

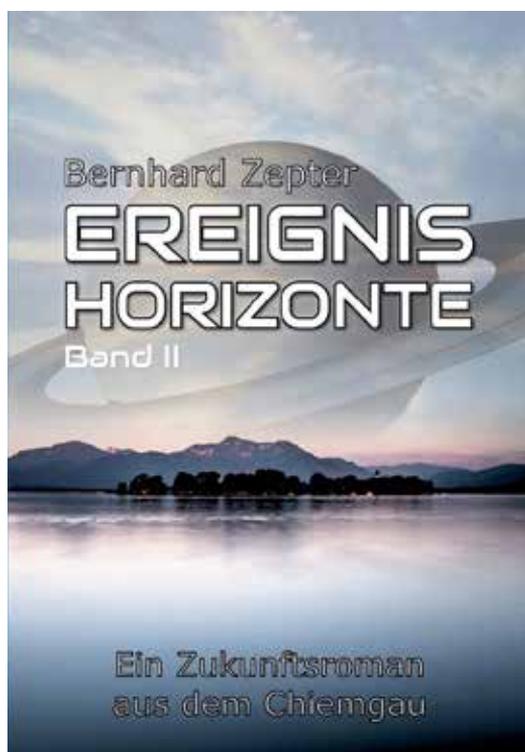
EIN ZUKUNFTSROMAN VON BERNHARD ZEPTER

Für einen ehemaligen Mitarbeiter der Kommission ein eher ungewöhnlicher Roman, in dem der Hinweis auf Europa kaum noch auftaucht. Es geht um die Zukunft. Nach einer Naturkatastrophe ist die staatliche Ordnung in Europa zusammengebrochen, wie es heute schon in vielen Ländern der Dritten Welt geschieht. Es beginnt ein mühsamer Wiederaufbau auf kommunaler Ebene, der deutlich macht, wie schwierig es ist, all die Dinge zu regeln, die für unsere moderne Zivilisation selbstverständlich sind. Aber es geht auch um sehr viel mehr, nämlich um die Frage, ob es uns jemals gelingen wird, eine friedlichere Gesellschaft zu schaffen, welche in Harmonie mit der Natur lebt und

unsere materielle Gier, die langfristig alles zerstört, überwindet. Schafft das der Mensch oder bedarf es dazu der Hilfestellung durch eine sehr viel weiterentwickelter Zivilisation, die irgendwo im Kosmos existiert und sich im letzten Moment dazu entschließt, das Experiment Mensch vor der Auslöschung zu bewahren?

Der Roman erinnert an die Auseinandersetzung zwischen Sicco Mansholt und Raymond Barre über die Frage, ob man in Zukunft nicht eher die Verbesserung des Gemeinwohls anstreben sollte statt eine stetige Erhöhung des Bruttosozialproduktes. Dies genau ist die zentrale, von den kosmischen Helfer aufgestellte Forderung, die erfüllt werden muss, wenn die Spezies Mensch überleben will.

Ein spannender Roman über zwei Bände, in dem sich politische und wirtschaftliche Fragen mit philosophischen, wissenschaftlichen und theologischen Überlegungen ü



Ereignishorizonte, erschienen im BoD-Verlag ISBN -13:9783748184737 und -13:9783748184768

Bezug auch über www.bernhard-zepter.com

HOMMAGE A J.R. RABIER

Le 28 juin dernier, Jacques René Rabier a quitté ce monde, à l'âge de presque 100 ans. Pour la majorité, surtout parmi les plus récents serviteurs de l'UE, Jacques René Rabier était le créateur de l'Eurobaromètre. Mais, évidemment, il était bien plus que cela. Il était une institution à lui seul.

PAR ANNA MELICH



Né le 16 septembre 1919 à Paris. Entre l'école primaire et le lycée, il devient vite un «lettreux». Aime la littérature et les langues. Etudie l'Allemand. Publie une revue avec ses camarades. Son tout premier contact avec le monde de l'information.

En 1937 il entame les études de droit et d'économie à la Faculté de Droit. En même temps il entre en Sciences Po, mais la guerre qui approche va bouleverser ses rêves. Malgré tout il obtiendra ses diplômes, après un passage dans l'armée.

Si nous lui rendons hommage aujourd'hui, c'est parce ses dons de communicateur, de rédacteur et de vision politique d'ouverture à l'Europe de l'époque, l'amènent à devenir Chef de Cabinet de Jean Monnet juste après le deuxième conflit mondial, quand celui-ci était Ministre de Plan et qu'il a commencé à réfléchir à une Europe qui ne se fasse plus jamais la guerre.

Quand le traité de la CECA a été signé et que Jean Monnet a déménagé au Luxembourg, en laissant Rabier à Paris, pour «ranger les af-

fares», il a beaucoup souffert. Mais Monet l'a vite appelé auprès de lui et la longue carrière de Jacques René Rabier dans l'information et la communication des institutions européennes a commencé.

Après la signature du Traité de Rome, il a créé le service du Porte-Parole Commun au Parlement Européen et la Commission. Mais vite cela est devenu la Direction Générale X de la Commission uniquement. C'est-à-dire la première DG de la Presse et de l'Information.

Malheureusement pour lui, en 1973, avec l'élargissement de l'UE au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark, Rabier a dû laisser son poste de Directeur Général à un haut fonctionnaire irlandais. Une période très dure a alors commencé pour quelqu'un qui ne pouvait pas s'imaginer de vivre ou de travailler loin du centre des décisions de la Communauté européenne.

Grâce à ses amis, fondateurs de l'Institut Français de l'Opinion Publique (IFOP) à Paris, Jean Stoetzel et Hélène Riffault, il avait déjà vu des sondages comparatifs, avec le même questionnaire, en 1963 et en 1971 dans les six pays fondateurs. Il a vite compris et il en a fait sa devise, qu'un sondage d'opinion comparatif et régulier, n'était pas seulement une photo des opinions des répondants à un moment donné, mais qu'il pouvait renforcer l'intégration européenne en fournissant aux citoyens européens la connaissance des sentiments et des attitudes de chaque pays pour constater s'ils sont semblables ou différents aux autres et d'en fournir leur intégration.

Rabier a convaincu alors le Président de la Commission qui venait d'être élu, Xavier d'Ortoli, de lui permettre de faire des sondages, avec le même questionnaire, dans les six pays fondateurs et les trois nouveaux venus évidemment. Lui-même et une unique dévouée secrétaire se suffiraient à en faire l'analyse et la publication deux fois par an. L'IFOP, à Paris, fut le premier coordinateur du sondage dans les 12 Etats Membres du moment. Ronald Inglehart, professeur

de Science Politique à l'Université de Ann Arbor, aux USA, spécialiste de valeurs, a beaucoup contribué au début dans la rédaction de certaines questions. Il y a eu d'abord un Numéro 0 à la fin de 1973, et en 1974 le numéro 1 de l'Eurobaromètre est né. Aujourd'hui, au printemps 2019, le numéro 91 de l'Eurobaromètre Standard a vu le jour, sondant l'opinion des 28 Etats Membres et des pays candidats actuels, sans discontinuer.

A titre anecdotique, on dira qu'en 1979, année où le Parlement Européen allait être élu, pour la première fois, au suffrage universel direct, Rabier a cru bien faire de préparer un Eurobaromètre sur la participation et les intentions de vote des européens. Cela a été très mal pris par les candidats à Parlement européen et par le Conseil. Il a fallu désister et plus jamais cela n'a été mentionné. Les Eurobaromètres électoraux sont actuellement faits par le Parlement européen lui-même. Cependant des questions générales sur le Parlement européen ont toujours figuré sur l'EB. Le Parlement européen, les médias et le monde académique sont des grands consommateurs d'Eurobaromètre.

En 1987, Rabier a quitté la coordination et publication de l'EB et continué comme conseiller quelques années de plus dans différentes DG. Il n'a jamais cessé de rédiger et de faire des conférences sur l'opinion publique européenne.

Rabier avait un dada : la collection d'images de toutes les époques de l'épisode de la mythologie grecque dans lequel Europe se fait enlever par Zeus sous l'apparence d'un taureau. Il appréciait particulièrement les peintures ou les gravures dans lesquelles Europe était bien belle et qu'elle avait l'air « ravie ».

Rabier va manquer aux institutions européennes, mais aussi aux Universités européennes et américaines, aux Congrès de Science Politique, qu'il visitait souvent et où il encourageait les jeunes à étudier l'intégration européenne, à se servir de l'Eurobaromètre pour renforcer l'esprit européen. Son rêve.

Ils nous ont quittés

NOM, PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
AELAERTS Lisette	13/12/34	7/09/19	COM
ALLION Maurice	15/11/33	18/05/19	COM
ALONSO Angel	2/09/31	1/08/19	COM
ANASTOPOULOS Panayotis	17/07/48	30/07/19	COM
APPELMANS Roger	15/11/42	20/09/19	COM
BAGATTINI Pietro	2/10/25	30/09/19	COM
BARRIOS GARRIDO José Ramon	10/05/54	27/05/19	CM
BEAUJOIN Daniel	28/09/31	16/10/19	COM
BEDITTI Romolo	27/01/38	29/09/19	COM
BERNARDI-MARZOLLA Piero	24/04/29	19/09/19	COM
BERNASCONI-CAVALLINI Evangeline	22/07/46	20/09/19	CJ
BEUVE-MERY Jean-Jacques	18/02/31	1/07/19	COM
BIGGIO Michèle	14/07/30	3/09/19	COM
BOUCEFAR Hamid	20/02/74	29/07/19	CJ
BOUCHET Jean-Claude	12/05/38	28/06/19	CM
BRANDT Berthold	25/01/31	15/07/19	COM
BRANDT DIAS Anne	16/09/49	31/08/19	COM
BROADY Kenneth	26/06/50	31/08/19	COM
CAPIAU Olga	5/01/21	6/10/19	COM
CARNAIL Rolanda	12/06/32	29/05/19	COM
CERRI Marco	23/02/34	24/07/19	COM
CERRINI Lavinia	3/02/29	31/05/19	COM
CHARNAUT Claude	21/01/47	23/06/19	COM
CHEVALIER Robert	13/08/35	24/08/19	COM
COLPAERT Luc	5/01/46	25/04/19	COM
CONI-MOSCHOLIOS Francesca	2/10/57	23/05/19	PE
CONRATH Gertrud	7/02/38	25/11/18	COM
COSTANTINO Anna Maria	8/06/39	16/09/19	COM
COVELIERS Gustaaf	5/05/28	30/05/19	COM
D'AMBROS Serafino	19/11/20	6/07/19	COM
DAVE-NOVAK Danielle	21/01/39	16/07/19	COM
DAYE-LIESHOUT Marguerite	14/09/37	23/09/19	COM
DE GREEF Jeanne	8/06/29	1/09/19	COM
DE MEULDER Monique	26/06/44	8/09/19	COM
DE MICCO Fabio	11/05/31	12/10/19	COM
DE NIL-COPPENS Margriet	10/11/26	22/07/19	COM
DE WINTER Pierre	6/08/46	26/05/19	CES

DEGRAEVE Huguette	2/02/43	28/06/19	COM
DEL GRANDE Anna	15/11/48	26/09/19	COM
DELHAYE Gisèle	23/02/25	28/06/19	COM
DENYS Claudine	5/05/47	6/09/19	COM
DIETRICH Olaf	16/06/29	28/08/19	COM
DROUVIS Zissis	5/06/35	11/08/19	COM
DUPONT Jean-Pierre	17/11/46	22/08/09	COM
EHM-GIENAPP Ursula	14/08/54	24/08/19	COM
ELPHICK Robert	20/07/30	11/09/19	COM
EVANS Peter	19/11/32	19/08/19	COM
FEELY Lis	23/03/39	17/09/19	PE
FESSAGUET Joel	30/11/42	29/06/19	COM
FRANKEN Gaston	7/02/25	6/08/19	COM
GABOLDE Jean	11/02/37	18/10/19	COM
GELEE Gerard	26/03/35	20/08/19	PE
GHIRINGHELLI Carlo	29/05/37	29/09/19	COM
GIANNETTO Sebastiano	9/07/29	25/08/19	COM
GOMEZ CIERCOLES Manuela	7/11/56	3/08/19	COM
GROBECKER Karl-Heinz	4/01/48	22/09/19	COM
GUILHERME Antonio	18/05/57	29/07/19	COM
HANCE Renée	30/09/22	23/09/19	COM
HELIN Willy	22/06/46	11/10/19	COM
HERKNER Ursula	24/05/34	8/08/19	COM
HILDERSON Adèle	5/04/30	18/07/19	COM
HOANG XANTIPPE Christiane	11/06/28	4/10/19	COM
HYLKEMA Jan Gerardus	30/11/31	16/05/19	COM
ISCHEBECK Edith	27/02/31	30/05/19	COM
JACKSON Christine	22/10/46	16/10/19	COM
JACQUEMIN Jean-Paul	11/12/40	9/06/19	COM
JACQUET Irène	19/08/30	17/07/19	COM
KAUT Willi	30/09/22	23/09/19	COM
KELLER Rene	13/07/40	22/05/19	COM
KEMENY Gerhard	15/08/28	24/05/19	COM
KERZMANN Jemp	29/01/30	16/06/19	CC
LA ZIA-CRAPANZANO Maria	18/10/29	15/09/19	COM
LAEMMCHEN Tibor	3/07/44	26/07/19	COM
LANNOY Jacques	23/12/23	10/07/19	COM
LARSSON Tor-Bjorg	20/10/48	24/05/19	ENV
LEBIS Jenny	23/05/47	30/09/19	COM
LEDUC Alain	14/11/45	28/09/19	CES

LEVY CASTIEL Carlos	4/04/51	21/08/19	COM
LEY Simona	18/07/24	29/09/19	COM
LI BASSI Paolo	18/09/21	30/06/19	COM
LIBERT Ferdy	10/10/38	21/08/19	CM
LORTH Franz	21/09/44	6/07/19	CJ
LUCIDI Antonio	5/02/51	5/06/19	CM
MACCHIA Stefano	14/08/43	16/10/19	COM
MAGRI Sergio	30/11/43	2/08/19	PE
MAINERI Giancarlo	26/11/41	15/08/19	COM
MAINO Vincenzo	23/12/34	22/10/19	COM
MALACHE Dominique	5/05/52	14/07/19	CJ
MALEZON Robert	16/03/47	26/06/19	PE
MARCHAND Pierre	6/04/27	21/06/19	COM
MARINHO DE BASTOS Joaquim	28/02/47	14/07/19	CM
MARIONI Gino	1/09/60	11/05/19	CM
MATTENS Louisa	14/05/33	6/06/19	COM
MC NAMARA Brendan	4/05/29	11/09/19	COM
MECK-MARKOWSKI Margarete	7/11/25	7/10/19	COM
MEDEIROS FERNANDES Roberto	9/03/34	18/10/19	COM
MEDERNACH Yvonne	23/06/30	29/09/19	PE
MELASECCA Anna	9/07/49	30/07/19	CM
MELLE Vera	8/05/25	10/08/19	COM
MEYER Raymond	25/06/44	15/10/19	PE
MIGLIERINA Renato	3/05/25	14/06/19	COM
MOECKEL Peter	28/06/24	11/07/19	COM
MOINS LESUEUR Jeannine	6/08/30	11/10/19	CM
MORELLO Carmelo	21/05/39	9/07/19	COM
MOSER Wolfgang	13/01/43	25/09/19	CM
MULE Giovanni	31/05/40	16/07/19	COM
MULLER Denise	8/06/34	5/07/19	COM
NABAVI Ginette	26/04/45	29/08/19	COM
NARDONE-SEIBT Ingrid	13/08/39	16/09/19	COM
NILSSON Jens	12/01/45	12/10/19	CJ
PEETERMANS Frans	12/01/41	11/10/19	COM
PEIGNIER Jean-Marie	3/02/35	8/07/19	CC
PEIL Antonius	22/11/39	9/10/19	COM
PIERRON Claudette	16/03/43	9/09/19	CM
PIETERS Jean	18/09/21	30/06/19	COM
PIGNI Cesare	13/04/40	28/05/19	COM
PIRAINO Rosario	22/09/33	2/07/19	PE

PIRONNET Marie--Christine	15/06/60	31/07/19	COM
POPPE Albrecht	20/03/29	16/09/19	COM
RABIER Jacques	16/09/19	28/06/19	COM
RASTRELLI Giovanni	24/06/49	18/10/19	CJ
RETORE Christiane	13/06/55	20/09/19	COM
RICHAUT Cecile	18/10/64	13/10/19	COM
RIZZI Genia	19/11/32	21/08/19	COM
RONSECCO Carlo	25/02/36	11/07/19	COM
RUSSMANN Johannes	5/04/42	12/06/19	CES
RWAKAYIGAMBA Pierre	31/07/52	20/09/19	REA
SALGO Laszlo	13/10/51	9/05/19	POL
SALIMA Santa	14/10/53	25/10/19	CES
SCHNEIDER Johann	31/05/36	23/06/19	COM
SCHWARTZ Christiane	31/12/44	9/06/19	PE
SCHWARTZ Ivo	31/03/26	8/07/19	COM
SEALY Sherwood	31/10/43	23/07/19	PE
SILFVERHUTH Ritva	22/09/47	18/08/19	EAS
STEIN Arthur	25/07/37	20/09/19	COM
STUEBER Wolfgang	18/04/30	2/09/19	COM
STURARO Antonio	13/06/51	27/09/19	COM
TEILLAIS Yvette	1/05/22	1/10/19	COM
THIBAUT Josiane	19/08/50	22/07/19	COM
TONELOTTO Mario	19/08/43	3/08/19	PE
TORRE Francesco Maria	24/05/45	30/08/19	PE
TRAPANI Agostino	11/06/36	28/07/19	COM
VAN DER ELST Martine	14/06/56	11/09/19	ERC
VAN DERBEKEN Roger	6/07/29	5/09/19	COM
VAN DONGEN Gerard	26/11/30	10/09/19	CM
VANDEROOST Maurice	23/10/35	10/10/19	COM
VERBEECK-MEFFERT Ingrid	27/10/37	20/06/19	COM
VERGAUWEN Guido	16/05/48	15/10/19	COM
VERMEIR Nadina	7/01/52	25/07/19	COM
VERMOESEN Agnes	21/08/36	21/08/19	COM
VIDAL Marie-Louise	27/02/30	19/06/19	COM
VLAANDEREN Mary	14/09/46	22/05/19	COM
WAINRIGHT Richard	10/06/40	18/10/19	COM
WALKISE Roger	14/07/48	27/09/19	CM
WESTERGAARD Jorgen	20/10/36	11/08/19	COM
WIBAULT Henri	10/03/37	25/05/19	COM
WINTHER Kathryn	27/11/46	19/10/19	ENV
WOLFF-L'HUILLIER Anne-Marie	7/02/35	12/10/19	COM



AIACE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS DE L'UNION EUROPÉENNE
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF FORMER STAFF OF THE EUROPEAN UNION

DEMANDE D'ADHÉSION / MEMBERSHIP APPLICATION

(à ne compléter que si vous n'êtes pas encore membre/to be filled in only if you are not yet a member)

Nom et Prénom (+ Nom de jeune fille pour les femmes mariées):

Name and Forename (+ maiden name where applicable):

.....

N° de pension/Pension Nr: Nationalité/Nationality :

Date de naissance/Date of birth : Sexe/Sex : M F

Domicile (adresse complète/Full home address):

Rue/Street

N°/Nr Bte/Box.....

Code postal/Postcode: Localité/Town:

Pays/Country:

Téléphone/Telephone: GSM/Mobile:

Courriel/Email:

Demande à adhérer à l'AIACE par l'intermédiaire de la Section (*) / I hereby apply for membership of AIACE through the national Branch :

J'autorise / Je n'autorise pas l'AIACE à utiliser mon adresse de courriel pour l'envoi d'informations / I hereby give permission / I do not give permission to AIACE to use this email address to send me information

Dernière Institution dans laquelle vous avez travaillé/Institution where this post was held:

.....

Période de service/Period of service: Du/From au/to

Est-ce que vous avez une expérience/expertise particulière que vous souhaitez mettre à la disposition de l'AIACE si le besoin se présente? / Do you have any particular experience or skill that you would like to offer to AIACE if the need arises?

.....

Fait à/Place Date

SIGNATURE:

A RENVoyer A / PLEASE SEND TO:

Secrétariat International de l'AIACE

Commission européenne

N-105 00/036

BE - 1049 BRUXELLES

En signant le présent formulaire, vous marquez votre accord avec les termes de la Charte Vie privée de l'AIACE qui est disponible sur le site de l'AIACE Internationale (www.aiace-europa.eu) ou auprès du Secrétariat de l'AIACE Internationale.

By signing this form you agree with the terms of AIACE's Private Policy Charter which is available on the website of AIACE international (www.aiace-europa.eu) or can be obtained from the Secretariat of AIACE International.

15 Sections : Belgique/België – Danmark - Deutschland – Éire/Ireland - España - France – Ελλάς/Grèce - Italia – Luxembourg - Nederland – Österreich – Portugal – Suomi/Finland – Sverige - United Kingdom

.....

Adresse administrative : Commission européenne, N105 00/036, B-1049 Bruxelles, Belgique

Téléphone : ligne directe (+32-2)295.29.60 standard (+32-2) 299.11.11

Adresse électronique : aiace-int@ec.europa.eu Site Web: www.aiace-europa.eu

N° d'entreprise : 0408999411



AIACE 2020

Assises/Congress/Kongress

LOUTRAKI
Grèce/Greece/Griechenland

4-10.5.2020



www.aiace-europa-assises.eu

EU2020HR - CROATIE
Présidence croate du Conseil
de l'Union européenne
1^{er} Janvier > 30 Juin 2020

EU2020HR - CROATIA
Croatian's Presidency of the Council
of the European Union
1st January > 30 June 2020

